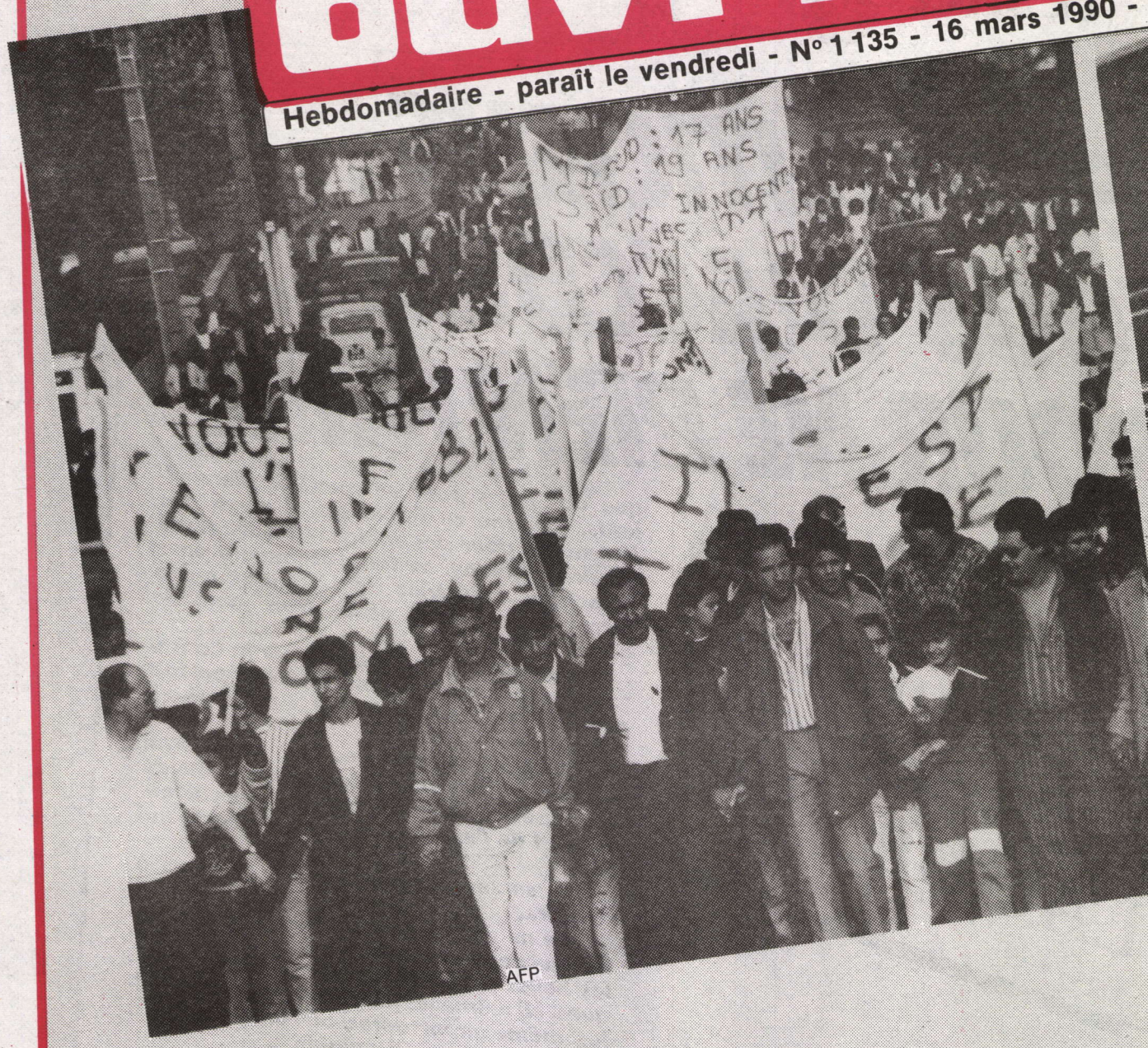
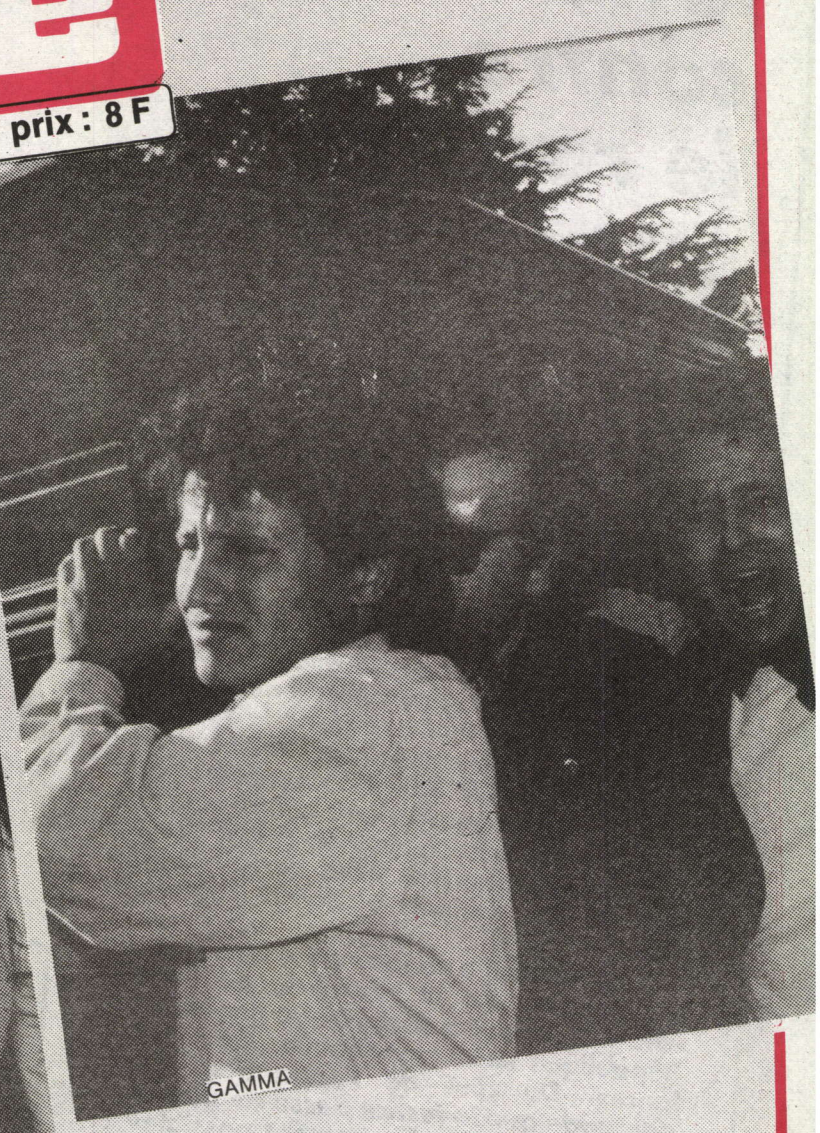
M 6189 - 1135 - 8,00 F
3796189008001 11350
ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 135 - 16 mars 1990 - prix : 8 F



AFP



GAMMA

la nécessaire lutte contre le racisme :

LES POLITICIENS TOUS D'ACCORD... POUR NE RIEN FAIRE

La nécessaire lutte contre le racisme

A La Ciotat un policier a vidé son revolver sur un prisonnier qui tentait, selon ses dires, de s'enfuir. Saad Saoudi est mort, abattu de cinq balles dans le dos et dans la tête. A Saint-Florentin, dans l'Yonne, le cuisinier d'un restaurant a tiré sur un groupe de jeunes, tuant un Marocain de 20 ans, blessant très grièvement son frère. A Roanne, deux individus ivres ont délibérément écrasé, avec leur voiture, un autre jeune Maghrébin. Trois meurtres en quelques jours, mais qui en rappellent d'autres. C'est à chaque fois la même chose, à quelques détails près. Un scénario des centaines de fois répété : un policier qui s'affole et qui appuie fébrilement sur la gachette de son arme ; un commerçant excédé qui sort son 22 long rifle et qui tire dans le tas ; des ivrognes qui discernent mal, dans les brumes de l'alcool, la limite à ne pas franchir. C'est la chronique, odieuse, imbécile, du racisme ordinaire, qui ne va pas à chaque fois jusqu'au meurtre. Mais parfois si. Et la liste de ses victimes s'allonge régulièrement.

Mitterrand a condamné «ces crimes de la stupidité, de la brutalité, de l'intolérance...» Rocard a déclaré que «les lois de la République seront appliquées sans défaillance». Du côté de l'opposition, Barre demande que la justice passe «le plus rapidement et le plus fermement possible» et Pasqua – oui, Pasqua – déclare qu'il ne s'agit pas de laisser passer les agressions racistes ou inspirées par des réactions de rejet sans réagir et propose une concertation avec le gouvernement qui, selon lui, pourrait aboutir à un consensus sur les mesures à prendre pour combattre le racisme et organiser l'intégration. A croire que les coups de feu de La Ciotat ou de Saint-Florentin, les crissements de pneus de la voiture de Roanne ont tout d'un coup fait prendre conscience à ces responsables politiques de la gravité d'un problème qui leur aurait échappé jusqu'alors.

Il y a, bien évidemment, dans les propos des politiciens de l'opposition des calculs et des manœuvres. C'est une manière pour ces hommes de mettre en cause l'attitude du gouvernement actuel. A tout prendre, il vaut mieux les entendre dire cela que de les voir se glorifier d'avoir affrété un charter pour expédier des Maliens dans leur pays, comme l'a fait Pasqua du temps, pas si lointain, où il était ministre de l'Intérieur. Mais ce n'est pas ses propos d'aujourd'hui qui l'empêcheront de récidiver demain. Peut-être allons-nous donc avoir droit, dans les semaines qui viennent, à des rencontres entre hommes de différents bords, à la mise en place de commissions réunissant ceux de la majorité et de l'opposition pour discuter de l'immigration, de l'intégration – il existe déjà un Haut conseil de neuf «sages» qui se penche sur cette question – et des mesures à prendre pour faire face au développement du racisme. Peut-être fera-t-on voter de nouvelles lois pour le réprimer. A moins que ce débat ne se limite à quelques échanges verbaux, le temps que dure l'émotion provoquée par ces assassinats.

Mais de toute façon, qu'est-ce que cela changerait ?

Des lois existent depuis longtemps, qui datent de bien avant la montée électorale du Front National. Et pourtant les crimes racistes continuent. Et il ne manque pas de juges pour trouver à ces meurtres des circonstances atténuantes, ni de prétendus spécialistes pour affirmer d'un ton docte que tout cela peut se comprendre, puisque «le seuil de tolérance» serait dépassé et du coup trouver le racisme sinon tolérable, du moins compréhensible.

Les lois et les règlements n'autorisent pas ceux qui sont chargés de les faire respecter, tels les policiers, à se montrer complaisants à l'égard du racisme. Et encore moins à se servir de leur revolver et de leur matraque à tort et à travers. Et pourtant, ce n'est pas un secret, le racisme existe dans les rangs de la police ; et bien souvent il ne fait pas bon être maghrébin, ou tout simplement avoir le teint basané, que l'on soit de nationalité française ou pas, fils de harki ou pas, lorsqu'on entre dans un commissariat. Et – lois ou pas – lorsque ce racisme se transforme en ce que l'on appelle pudiquement une «bavure», il se trouve des membres de la hiérarchie policière, jusque des juges pour se montrer bienveillants. Comme ce fut le cas- il n'y a pas longtemps pour «les voltigeurs» qui ont tué Malik Oussekine, ou tout récemment pour le policier meurtrier de La Ciotat qui a retrouvé sa liberté après trois jours de garde à vue.

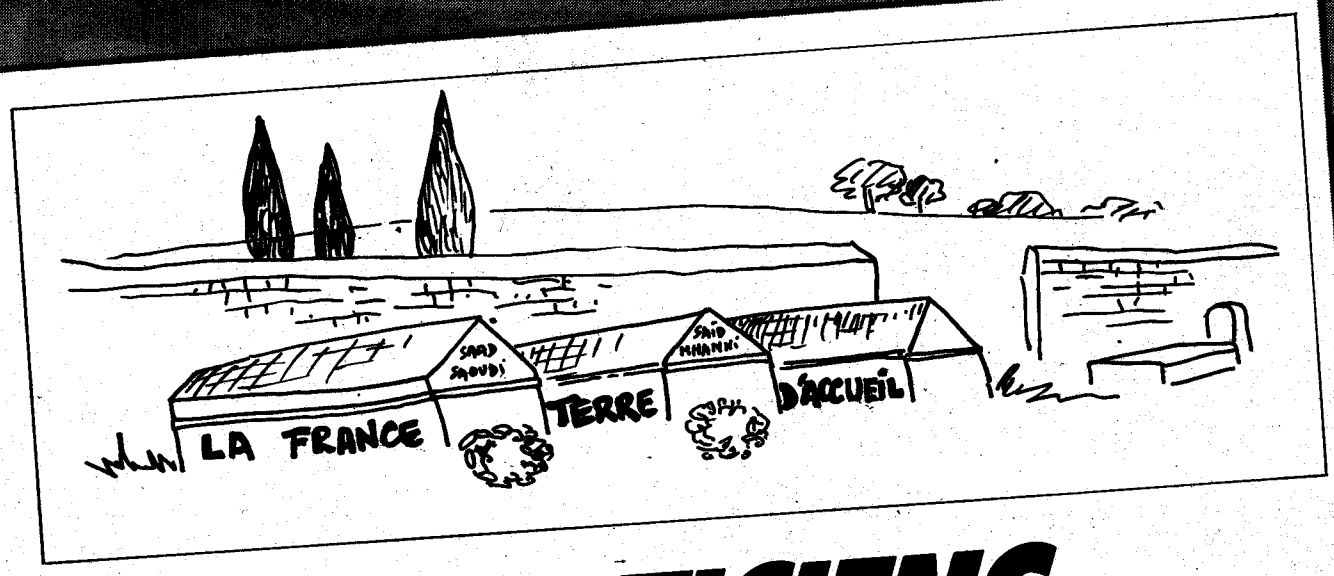
Le racisme est condamné par la Constitution et par les lois, mais toléré et parfois pratiqué par une fraction de l'appareil d'Etat.

Quoi d'étonnant, dès lors que parmi ceux qui croient trouver les responsables de leur misère dans les étrangers, il y en ait qui passent de l'insulte qui humilie à l'acte qui tue.

Ils se sentent encouragés, couverts à l'avance.

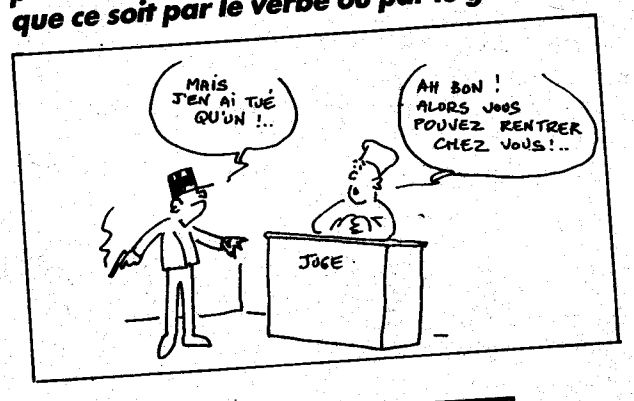
Ce ne sont ni les lois, ni les juges, ni les flics qui peuvent les faire hésiter. Ni bien sûr les belles déclarations des hommes politiques. Ni même les manifestations solennelles, même importantes, où l'on demande à ces juges et à ces flics d'agir.

La lutte pour arrêter les exactions racistes, seuls ceux qui, dans la population, sont antiracistes peuvent la mener. Il faut qu'ils se manifestent, qu'ils se fassent entendre, qu'ils se fassent craindre. En combattant le racisme partout, et sous toutes les formes où il se manifeste. Par la propagande, bien sûr. Mais pas seulement. En s'organisant pour empêcher le racisme de s'exprimer, que ce soit par le verbe ou par le geste.



LES POLITICIENS TOUS D'ACCORD... POUR NE RIEN FAIRE

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER



CERCLE LÉON TROTSKY

La prochaine réunion portera sur :

LE JAPON

VENDREDI 16 MARS, A 20 H 30

Salle de la Mutualité :
24, rue Saint-Victor, à PARIS (5e) - Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 10 F.

L'ÉTAT FRANÇAIS PROTÈGE LES DICTATURES POUR LE COMPTE DE SES CAPITALISTES

(AFP)

Le gouvernement français réprouve les dictateurs et les pilleurs de peuples. Cela dépend seulement quand et lesquels.

Oh, une fois renversés, comme Ceausescu, ils deviennent officiellement des tyrans. Mais tant que les dictateurs sont en place et paraissent stables, c'est-à-dire tant qu'ils sont en mesure de garantir l'ordre sonnant et trébuchant du profit capitaliste, ils sont quasiment tabous.

Même les dirigeants chinois, malgré le massacre de Tienanmen et la répression qui a suivi, ne sont plus dénoncés à la Une des médias par qui que ce soit d'officiel, depuis que le commerce, les contrats, les sacro-saintes «affaires» ont été rétablis avec la Chine. Il suffisait de laisser passer quelques mois.

Alors, on ne peut pas s'attendre en France à une campagne contre les dictatures africaines bénéficiant de moyens médiatiques analogues à ceux qui ont été déployés à l'occasion du renversement de la dictature roumaine, par exemple.

Les médias ne sont pas aux ordres. Non : ils devancent simplement, sinon les ordres, du moins les vœux des sphères dirigeantes. En l'occurrence, à propos de l'Afrique, ils sont très discrets.

Les petits services qu'on rend aux amis...

C'est ainsi qu'il aura fallu scruter les sources d'information pour apprendre que Laurent Gbagbo, universitaire, opposant connu à Houphouët-Boigny, le dictateur de Côte-d'Ivoire, qui devait venir s'exprimer à la télévision française, sur la 5e chaîne, lundi 12 mars, n'a pas pu au dernier moment obtenir des autorités françaises le visa nécessaire.

Ce qui était plus simple évidemment que s'il avait fallu l'expulser de France, comme ce fut le cas pour Pierre Mamboundou, opposant au dictateur du Gabon, voici deux semaines.

Le gouvernement français – les gouvernements français, devrait-on dire, car rien n'a changé de ce point de vue depuis l'amateur de diamants Giscard d'Estaing – se montre ostensiblement loyal vis-à-vis des dictateurs africains, contre vents et marées.

Les droits de l'homme, le bicentenaire de 1789, la rose et la grande Arche de la fraternité, tout cela, c'est pour la galerie, et tant que ça ne mange pas de pain. Car s'il ne s'agissait que des droits de l'homme, croit-on sincèrement que la Côte-d'Ivoire ou que le Maroc d'Hassan II soient meilleurs à vivre pour les masses populaires que la Roumanie de Ceausescu ?

Qu'on l'appelle «nomenklatura» ou petite-bourgeoisie, la couche de privilégiés et de parasites qui gravite autour de ces Etats s'est engraissée et s'engraisse sur le dos du peuple, des paysans, des salariés, de la même façon, avide, pressée, impudente. Houphouët-Boigny, comme ses collègues, a tellement pillé son pays que l'Etat est au bord de l'insolvabilité (au point, selon *Le Nouvel Economiste,* qu'*«il est notoire que Paris a assuré sur ses propres deniers la paie des fonctionnaires de Côte-d'Ivoire en février»).* Houphouët a fait construire son énorme basilique dans son village natal, Yamoussoukro, mais l'argent dépensé pour cet édifice à sa gloire (avec son portrait parmi ceux des saints sur les vitraux) est peu de chose par rapport à sa fortune personnelle et familiale, qui oscille paraît-il entre 40 et 60 milliards de francs, avec des comptes et des propriétés en France, en Suisse, au Luxembourg. Le reportage du *Journal du Dimanche* du 11 mars, qui donne un peu de détails à ce sujet, rapporte aussi que les parents de Houphouët, femme, enfants, oncle, neveux, possèdent tous des propriétés parisiennes (passées d'ailleurs récemment aux noms de sociétés anonymes). Leurs vastes terres familiales à Yamoussoukro, qui a été promu au rang de capitale politique du pays, leur rapportent des millions en loyers spéciaux. Les organismes d'Etat chargés de commercialiser les productions agricoles ivoiriennes comportent des comptes spéciaux aux noms des membres de la famille.

Et celle-ci est en fait plus large : c'est toute une clientèle, qui dépend directement de Houphouët-Boigny. 90 000 des plus gros revenus ivoiriens n'auraient jamais payé d'impôt ! L'opposant Gbagbo en exhibait, paraît-il, la liste à Abidjan dernièrement. On conçoit que le vieux dictateur n'ait pas eu tellement envie qu'il l'exhibe à la télévision française... et ses protecteurs français non plus...

... et les gros sous qu'on en retire

Car si Houphouët a pu amasser 60 milliards de francs à titre de fortune personnelle, c'est au passage en quelque sorte. Et que dire des grandes sociétés françaises qui le patronnent depuis si longtemps ? Combien de zéros supplémentaires faudrait-il ajouter à ce chiffre, pour en avoir une idée ?

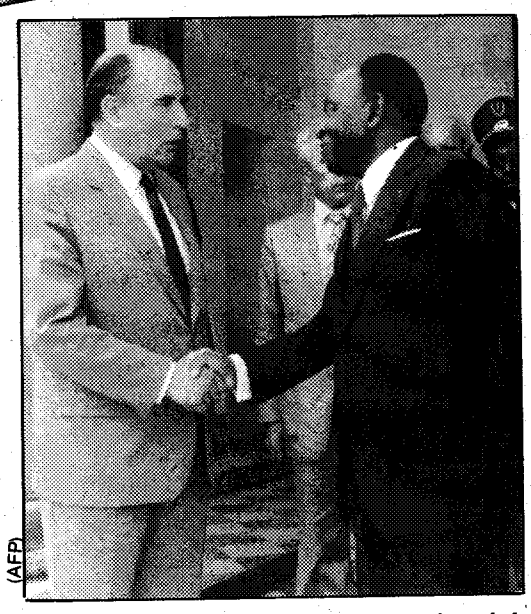
Du Gabon (le pétrole !) au Nigeria, du Sénégal au Zaïre, ceux qui font les vraies grandes affaires, ce ne sont même pas les dictateurs et les privilégiés locaux : ce sont les grandes sociétés françaises. L'impérialisme français est peut-être décrépi par rapport aux Américains, Allemands ou autres japonais, mais il a de beaux restes, et l'Afrique surtout est son domaine.

Et n'en omettons pas le Maroc d'Hassan II. Les investissements français y ont triplé depuis 1985. On se bouscule au portillon. Tous les grands groupes industriels français y ont au moins une usine. De Thomson, CGE, Renault, en passant par Merlin-Gérin, Rhône-Poulenc, à de plus modestes comme des grands traiteurs parisiens ou des hôteliers, ce sont quelque 1200 entreprises françaises qui font de l'argent au Maroc. Et les projets géants vont bon train, d'autant plus que la législation marocaine s'est assouplie, privatisant, exonérant d'impôts, etc.

Et cela se comprend quand on apprend (*Le Monde,* 16 février 1990) que, *«pour Bouygues, une heure d'ouvrier coûtait 120 F sur le chantier de l'Arche de la Défense, contre 8 F sur celui de la grande mosquée de Casablanca».*

Alors, que pèsent les «droits de l'homme» auprès de tous ces puissants, de tout ce réseau d'intérêts ?

Aujourd'hui, le peuple ivoirien commence à se révolter, s'exprime relativement ouvertement. Les jeunes crient : *«Houphouët, corrompu, pourri !»*


(AFP)

Mais ce régime n'en a pas moins été durant des années un régime de terreur, où les gens, les syndicalistes, disparaissaient dans les prisons ou étaient retrouvés morts. Au Maroc, la crapule royale, amie des gouvernants français, paie des pages de publicité dans la presse pour contester les accusations de tortures et de répression portées par Amnesty International, sans que cela trompe personne. Mais sans que cela empêche Jack Lang de projeter de faire de 1990 une «Année du Maroc», et toute une pléïade de politiciens et d'«intellectuels» d'encenser Sa Majesté si ouverte.

Tant que les peuples ne se soulèveront pas, ne feront pas le ménage eux-mêmes, il ne faudra pas compter sur le gouvernement français, sa soi-disant «gauche», ses médias et ses intellectuels de service, pour lever d'eux-mêmes un quart du voile qui recouvre ces iniquités-là.

Si l'argent n'a pas d'odeur, comme on dit, il lui arrive de sentir la rose... et il n'en soulève pas moins le cœur.

Christiane LE GUERN

Congrès du PS à Rennes :

THÈSES, SYNTHÈSES ? FOUTAISES !

A la veille du congrès du PS, aucun détail sur les péripéties de sa préparation ne nous aura été épargné. Mais, paradoxalement, plus on en apprend, moins on arrive à s'y retrouver.

Il n'y a cependant pas de quoi se mettre martel en tête. Car il n'y a pas grand-chose à comprendre sur le fond. Tout le monde l'a dit, même des personnalités du PS qui savent avoir la dent dure entre elles : rien ne distingue réellement les sept motions qui ont été soumises au choix des adhérents du PS. Le vote s'est donc fait, non pas sur des idées et des programmes, qui étaient absents de ce débat (y en aurait-il eu que cela n'aurait rien changé, car on sait qu'au PS, des motions n'engagent personne, surtout pas leurs auteurs) mais il s'est fait des hommes, des regroupements, sur la base de calculs et d'ambitions politiciennes.

Le résultat des courses, à l'issue de la consultation des adhérents, donnerait, avec un peu plus de 29 %, l'attelage Mauroy - Jospin - Mermaz, devançant d'une encolure Fabius-Bérégovoy. A moins que ce ne soit l'inverse, car ces chiffres sont contestés par les seconds. Qui a triché ? Tout le monde, à qui mieux-mieux, en distribuant des vraies-fausses cartes d'adhérent dans les fédérations, en mettant en place, autour des notables, ministres et assimilés, une clientèle achetée par des postes et des privilèges. Mais de toute façon, comme aucun des deux courants arrivés en tête ne dispose à lui seul d'une majorité, on a vu, à peine le vote terminé, d'intenses marchandages pour se rallier les «tendances» minoritaires. Du coup, on assiste – car la télé est là pour nous montrer par le menu cette fébrile activité – à des rencontres, à des conciliabules avec les représentants du courant Chevènement, qui n'a recueilli qu'un peu plus de 8 % des suffrages, et ceux du courant Poperen, qui, lui, dépasse juste les 7 %. Et chaque jour, on s'interroge dans les médias : Y aura-t-il synthèse ou pas ? En termes moins prétentieux, la question posée est la suivante : A quelle combinaison arrivera-t-on à l'issue du congrès de Rennes, pour désigner celui qui occupera la fonction de premier secrétaire du parti ? C'est-à-dire qui tiendra les rênes du parti dans la future course à l'Elysée ?

On conçoit que cet enjeu excite les concurrents. Mais ce « peuple de gauche» dont ils parlent tant, qu'a-t-il à y gagner ? Rien ! Même pas un spectacle divertissant.

Jean-Pierre VIAL

(AFP)

Fonction publique

ÉCONOMIES DE TAPIS

Les contacts vont paraît-il bon train entre le ministère de la Fonction publique et les quatre syndicats de fonctionnaires qui avaient signé avec le gouvernement l'accord salarial de 1988-1989 (à savoir FEN, CFDT, FO, CFTC et autonome), en vue de l'éventuelle signature de l'accord salarial pour 1990.

Et pour que le feuilleton passionne les fonctionnaires (la prochaine séance officielle de négociation est prévue pour le 21 mars), le gouvernement aurait laissé entendre qu'il était prêt à céder 1,6 % d'augmentation au titre du rattrapage des prix.

1,6 % en regard de la perte du pouvoir d'achat des fonctionnaires, comme de tous les travailleurs d'ailleurs : on pourrait croire que le gouvernement se moque du monde. Eh bien, au contraire, cette augmentation lui paraît si mirifique que le ministère demanderait aux syndicats signataires, en échange d'une telle générosité, d'accepter de signer un accord salarial valable pour deux ans.

Pour 1,6 %, peut-être que les spécialistes de la signature seraient prêts à récidiver. Mais le gouvernement va finir par se les mettre à dos (même eux !), s'il propose en échange de les priver de tapis vert pendant deux ans.

ON PAIE POUR QUI ?

Le décret sur le financement des partis politiques vient de paraître. Ils toucheront en tout 260 millions de francs. Cette mesure était censée empêcher un certain nombre de scandales. Mais cela va continuer : qu'est-ce qu'on parie ?

En outre, cela obligera des contribuables à financer des partis opposés à leurs idées.

Bref, il y a du pognon, c'est sûr. Mais pour ce qui est de la morale, c'est une autre affaire !

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

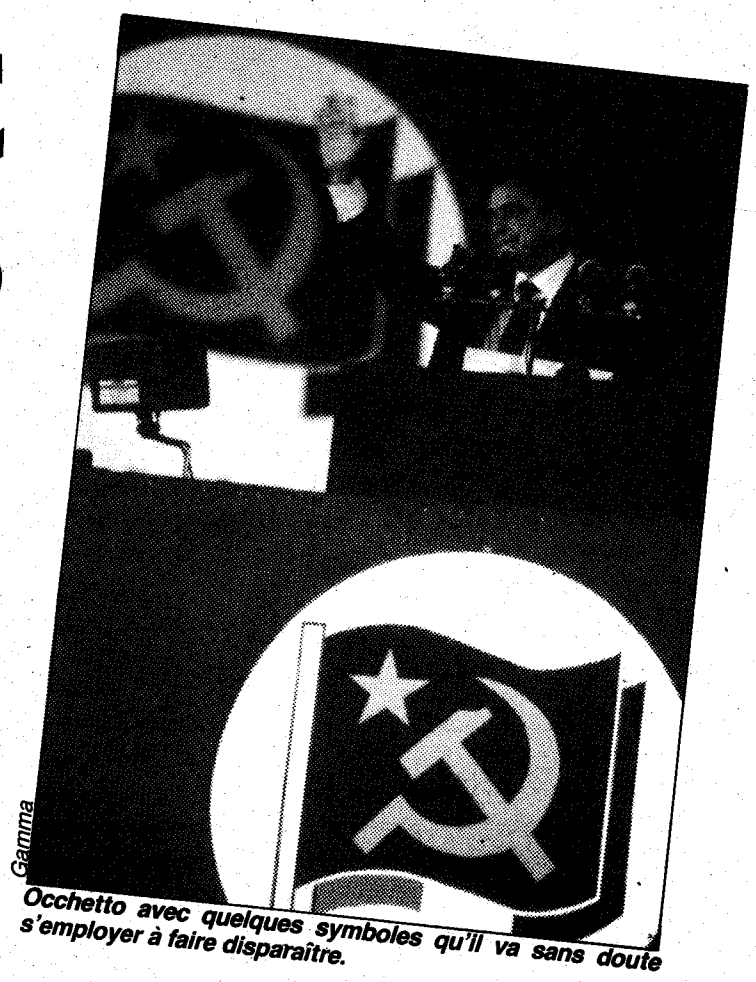
– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
[rayer la mention inutile].
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

Le virage d'Occhetto entériné

LE PC N'EST PLUS QU'UN "MACHIN"...


Gamma

Occhetto avec quelques symboles qu'il va sans doute s'employer à faire disparaître.

Le Parti Communiste Italien va changer de nom. Le résultat est maintenant acquis, au terme du congrès extraordinaire qu'il vient de tenir à Bologne. Celui-ci a entériné la démarche proposée par son secrétaire général, Achille Occhetto, qui a obtenu 67% des voix dans les assemblées préparatoires, contre la forte minorité du parti qui s'y opposait.

Occhetto propose d'abandonner l'appellation «communiste» pour une autre. Laquelle ? Il ne le précise pas encore, au point qu'au sein du parti et même dans la presse on en est réduit à parler de «la cosa» («la chose», «le machin») en laquelle va se transformer le PC italien. Ce qu'on sait, c'est qu'Occhetto veut s'engager dans ce qu'il appelle une «refondation» du parti. Celui-ci devrait se fondre au sein d'un mouvement qui se voudrait plus vaste. Dans l'année qui vient, une «constituante» serait organisée, ouverte à l'ensemble des courants politiques, et c'est cette «constituante» qui devrait décider d'un nouveau nom.

RATTRAPER, LE COURANT GÉNÉRAL

Le PC italien continuera donc encore de s'appeler «communiste», mais chacun sait maintenant que les jours de cette étiquette sont comptés. Il était temps. Alors que l'idée d'abandonner l'appellation a été lancée depuis plusieurs années, dans un parti qui faisait figure de novateur parmi les partis communistes, il a été dépassé en l'espace de quelques mois par les partis des pays de l'Est, engagés dans une course pour se débarrasser au plus vite de tout ce qui peut s'apparenter à une étiquette communiste.

Occhetto a saisi au vol l'occasion offerte par les évolutions en cours dans les pays de l'Est pour affirmer que le Parti Communiste Italien ne devait pas rester en retard et pour tenter de faire un pas décisif. Ce pas s'inscrit de toute façon dans l'évolution constante du parti, ces dernières années, qui l'a conduit à s'affirmer toujours plus ouvertement comme un parti social-démocrate, candidat à la gestion des affaires de la bourgeoisie italienne, à l'égal, par exemple, du Labour Party britannique, du PS français ou du SPD allemand.

LES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES

Mais l'initiative d'Occhetto est liée aussi à des échéances et des préoccupations plus immédiates. Les résultats des dernières consultations électorales, et notamment des municipales de Rome à l'automne, lui font craindre une chute des voix du parti. La crainte d'un rétrécissement électoral, semblable à celui qu'a connu le Parti Communiste Français, et qui profiterait au Parti Socialiste de Craxi, hante depuis plusieurs années les nuits des dirigeants du Parti Communiste Italien. C'est pour tenter de conjurer ce risque et de faire pièce à cette concurrence qu'ils multiplient les efforts à cette concurrence qu'ils multiplient les efforts pour paraître plus sociaux-démocrates encore que leur principal concurrent social-démocrate.

De ce point de vue, le PC italien a des cartes dans son jeu. Le Parti Socialiste est engagé dans une coalition gouvernementale avec la Démocratie-Chrétienne, tandis que le PC, même en relatif déclin, recueillait encore 27% des voix aux dernières élections européennes. Cela fait de lui la seule formation d'opposition de gauche ayant quelque crédibilité. L'opération politique proposée par Occhetto, avec le lancement de sa «constituante», vise à faire de l'actuel PC l'axe d'une coalition à laquelle pourraient venir se joindre des écologistes, des pacifistes, des catholiques en rupture de Démocratie-Chrétienne, le Parti Radical de Marco Pannella (plus célèbre pour son fameux député la Cicciolina), voire la petite formation d'extrême-gauche Democrazia Proletaria. En somme il s'agirait de créer une coalition «attrappe-tout» à laquelle la bourgeoisie italienne ne pourrait plus reprocher d'être dominée par un parti que ses lointaines origines communistes rendraient encore suspect, et à laquelle le Parti Socialiste serait peut-être contraint de se joindre et du même coup d'apporter sa caution de parti de gouvernement expérimenté.

LA MINORITÉ ACCOMPAGNERA OCCHETTO

Les élections administratives prévues en mai prochain seront un premier test pour cette opération politique, avec la présentation de listes du PC largement ouvertes à d'autres forces. Ce n'est au fond que la répétition, en grand style, d'une opération déjà tentée à plusieurs reprises par le PC Italien. Mais on peut dire que pour le moment elle est réussie, au moins pour ce qui est de polariser l'attention des médias et d'accréditer l'idée que le PC a définitivement tourné la page sur son lointain passé.

Tout le problème d'Occhetto est évidemment, en même temps qu'il négocie ce virage, de ne pas perdre du monde en route. Or le parti en a certes vu et avalé bien d'autres, mais il compte tout de même bien des militants qui restent attachés à leur tradition, à l'étiquette communiste de leur parti. Même s'ils n'ont jamais connu en fait qu'une pratique social-démocrate, le nom est peut-être au fond la chose la plus difficile à abandonner. Mais justement, le congrès semble indiquer qu'Occhetto n'a pas trop à redouter une telle scission qui, si elle lui faisait perdre sur sa gauche une partie de son capital électoral, pourrait réduire à néant les chances de succès de toute l'opération. Car les tendances qui, à divers titres, avaient pris leurs distances ou s'étaient opposées aux virages d'Ochetto apparaissent en fait décidées à lui emboîter le pas.

André FRYS

UN CONGRÈS RÉVÉLATEUR

Lorsqu'Occhetto avait lancé son opération à l'automne dernier, l'émotion avait été grande dans le parti. Et l'on avait vu alors un certain nombre de ses dirigeants «historiques» s'y déclarer opposés, et pas seulement ceux que l'on attendait.

Cela a été le cas bien sûr d'Armando Cossutta, leader traditionnel de l'aile «pro-soviétique» du parti – encore que cette appellation, elle aussi, soit aujourd'hui dépassée. Mais cela a été le cas aussi d'autres leaders moins marginaux, comme l'ex-secrétaire général Natta ou comme Pietro Ingrao. Le congrès a permis de mieux connaître les intentions de ceux-ci.

Pour des hommes comme Natta ou Ingrao, il s'agissait sans doute de ne pas laisser le monopole de l'opposition à l'aile pro-soviétique de Cossutta et d'allumer, en quelque sorte, un contre-feu. Et en effet deux motions se sont opposées au virage d'Occhetto. Celle présentée par Cossutta n'a recueilli que 3,31% des voix, mais celle du «Front du non» présentée par Natta-Ingrao en a recueilli 29,72 %, soit une minorité très significative dont une partie, sans Natta-Ingrao, aurait peut-être rejoint Cossutta. Mais Ingrao, dans son discours au congrès, a précisé qu'il n'était pas question de scission. Au contraire a-t-il dit, le «Front du non» compte bien travailler au sein du parti et apportera, en particulier, tout son concours pour que le PC connaisse un succès aux prochaines élections.

Ingrao mène ainsi une politique conforme à celle qui a été la sienne au sein du PC depuis près de trente ans. Face aux «ultra-réformistes» de l'aile droite du PC, cet ancien partisan a fait profession d'incarner, dans le parti, une sorte de «sensibilité» plus à gauche, plus ouverte aux mouvements sociaux, aux revendications de la base, mais qui s'est toujours montrée solidaire, dans les grandes occasions, de la direction. Son attitude actuelle n'est que la suite logique de ce passé. Dans la «grande formation» que veut créer Occhetto, où la formation de tendances sera consacrée, Ingrao revendique la place de leader d'une aile «gauche»; celle-ci représentera la vieille sensibilité «communiste» qui reste celle d'une partie de la base du parti... mais du même coup continuera d'apporter ses voix et son soutien militant à cette «grande formation» et restera solidaire de sa politique. Ingrao, tout «gauche» qu'il soit, a été solidaire de cette politique dans le passé, y compris lorsque le PC apportait son appui aux pires politiques anti-ouvrières ; il le restera dans l'avenir. Occhetto, à qui Ingrao a tenu à donner une accolade émue à la fin du congrès, a ainsi été assuré publiquement de l'appui loyal de cette future «aile gauche».

Quant aux militants qui voudraient se poser la question d'une politique défendant réellement les intérêts de la classe ouvrière, il faudra qu'ils se trouvent d'autres leaders qu'Occhetto bien sûr, mais aussi qu'Ingrao, Natta... ou Cossutta.

A.F.

L'IMPÔT DE LA COLÈRE

Depuis le début mars, les manifestations se multiplient autour des mairies anglaises, touchant aussi bien des villes ouvrières que des villes résidentielles riches, où pourtant les manifestations sont ordinairement encore plus rares que les jours sans pluie. Dans près d'une centaine de villes, plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont ainsi exprimé leur colère face à l'entrée en application imminente de la réforme des impôts locaux que le gouvernement Thatcher prépare depuis près de trois ans.

C'est en effet le mois prochain que le nouvel impôt local – le «poll tax» comme on l'appelle – deviendra exigible en Angleterre (il l'est déjà en Ecosse depuis un an).

Un mécontentement général

Bien que le poll tax soit loin de toucher tout le monde de la même façon, y compris dans la classe ouvrière, cet impôt semble faire l'unanimité contre lui.

Dans la petite bourgeoisie aisée et surtout parmi les rentiers provinciaux, il suscite le mécontentement à cause des paperasseries bureaucratiques qui l'accompagnent, liées au recensement individuel des contribuables. Même si ces couches sociales gagnent plutôt au change, elles voient dans le poll tax une ingérence de l'Etat dans les finances locales et l'amorce possible d'un alourdissement futur de la fiscalité.

Dans la classe ouvrière, venant après une longue série de mesures qui ont été autant d'attaques contre le niveau de vie des travailleurs, le poll tax est un peu la goutte d'eau qui fait déborder le vase. D'autant plus qu'il touche de façon directe et brutale ses couches les plus défavorisées.

Tous les sondages concernant le poll tax ont indiqué une forte majorité d'hostilité. Et ce n'est bien sûr pas par hasard si, depuis quelques semaines que le poll tax occupe la Une de l'actualité et qu'on commence à en connaître le montant avec plus de précision, le Parti Travailliste a opéré une remontée spectaculaire dans les sondages d'intentions de vote, creusant son avance sur les conservateurs au point qu'elle atteint 18 % ces jours-ci, une avance qu'on n'avait pas vue depuis près de trente ans !

Agitation chez les politiciens

Alors, la classe politique est prise d'une agitation de plus en plus frénétique, qui prend parfois une allure de fin de règne.

Des quotidiens comme *The Guardian* et *The Independent,* pourtant peu suspects de pencher à gauche, multiplient les commentaires favorables aux manifestations contre le poll tax, tout en détaillant les injustices de la réforme. Les éditorialistes du quotidien financier *Financial Times* expliquent jour après jour que Thatcher va trop loin et étudient ouvertement les implications que pourrait avoir un changement prochain de majorité et comment le milieu des affaires pourrait en tirer le meilleur parti.

Comble d'irrévérence, dimanche dernier, le très conservateur hebdomadaire *Observer* a publié un sondage-maison effectué auprès de l'ensemble des députés conservateurs, qui indique que 25 % d'entre eux sont pour la démission immédiate de Thatcher du gouvernement. Pendant ce temps, Michaël Heseltine, ancien ministre «démissionné» de Thatcher et depuis longtemps candidat à la succession, lance une campagne médiatique autour de son nom, le présentant presque ouvertement comme le futur candidat conservateur au poste de Premier ministre.

Bref, la majorité au pouvoir est inquiète et donne vraiment l'impression de chercher à sauver les meubles.

Quant aux dirigeants du Parti Travailliste, ils suent sang et eau pour mettre en valeur leur légalisme, prendre leurs distances vis-à-vis des manifestations, tout en s'efforçant d'en tirer un profit politique maximum.

Ainsi le leader travailliste Kinnock dénonce-t-il pêle-mêle les 28 députés travaillistes qui ont signé une lettre où ils s'engagent à ne pas payer le poll tax et les prétendues «violences» des manifestants. Mais en même temps il stigmatise l'incompétence de Thatcher qui a conduit à une pareille situation de désordre.

Quant à savoir ce que le Parti Travailliste compte faire du poll tax s'il revient au gouvernement, c'est le flou artistique. Kinnock l'a dit : il n'est pas question de l'abolir. Simplement, son montant sera modulé en fonction des revenus de chacun. Pas de promesse donc : ni de faire payer un maximum aux très riches, ni d'en exonérer les milieux les plus modestes.

Pour l'instant, de toute évidence, Thatcher attend pour agir et éventuellement céder quelques pouces en dernière extrémité, si les choses se gâtent. De multiples rumeurs font état d'aménagements possibles étudiés par le gouvernement. Il est vrai que ce ne serait pas la première reculade du gouvernement sur le poll tax : toutes les exonérations partielles prévues sont le résultat de reculades successives dans le passé.

Une mobilisation encore limitée

Depuis le début du mois, les Conseils municipaux votent leurs budgets pour l'exercice financier qui va s'ouvrir. Et comme c'est sur la base de ce budget que sera calculé l'impôt local redevable par chaque adulte, ces réunions budgétaires ont été choisies comme cible par les nombreux «comités contre le poll tax» qui se sont constitués dans tout le pays depuis des mois.

Ces manifestations ont été saluées par des manchettes tapageuses dans la presse, à sensation (*«Les émeutiers sont de retour», «Le pillage a commencé»,* etc.). Mais, contrairement à ce que ces titres laissent entendre, elles n'ont rien de commun avec la mobilisation massive des jeunes des quartiers pauvres d'il y a dix ans, en tout cas pas pour l'instant.

A trois exceptions près, ces manifestations ont réuni de 50 à 500 personnes, guère plus, y compris dans des villes importantes. C'est-à-dire en gros le milieu de gauche plus ou moins actif sur le plan local – militants des syndicats, des comités de locataires, des associations de retraités, du Parti Travailliste et de l'extrême-gauche.

Mais dans trois cas – à Hackney dans le nord-est de Londres et dans deux villes très ouvrières du sud-ouest, Swindon et Bristol – les manifestants se sont comptés par milliers, dépassant largement le milieu de gauche, avec en particulier une très forte participation de jeunes chômeurs.

Dans l'ensemble néanmoins, là où il y a eu des affrontements avec les forces de l'ordre, ils ont été bénins et semblent plutôt dus à la panique des policiers face à des manifestations auxquelles ils ne s'attendaient pas, qu'à la volonté des manifestants d'en découdre avec la police.

Quant aux condamnations et aux invectives lancées par la plupart des politiciens contre la «violence» prétendue de ces manifestations, les manifestants leur ont réservé la réponse qu'elles méritaient : le défi.

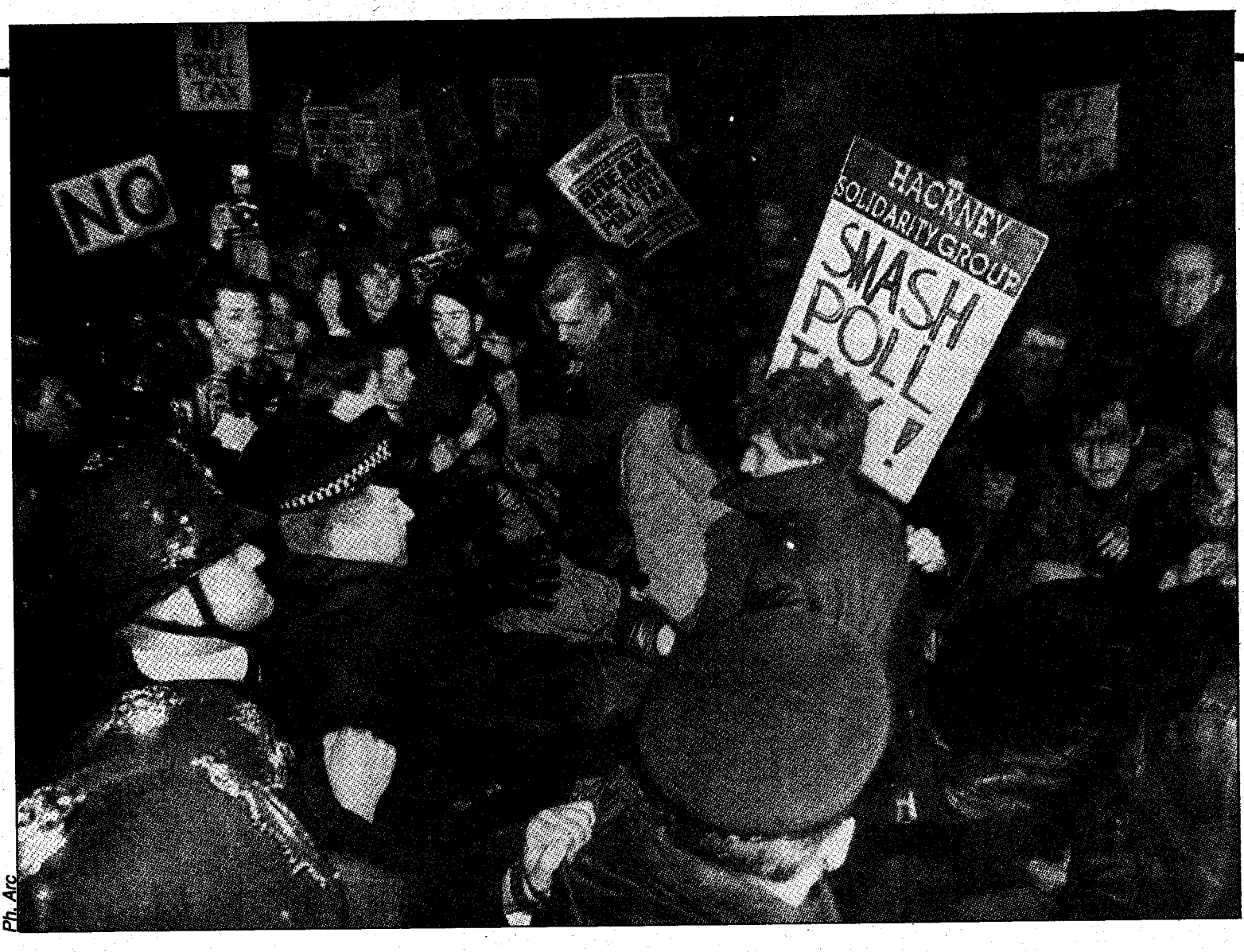
Ainsi, en réponse aux propos de Thatcher à la tribune des Communes, accusant des «agitateurs professionnels» de vouloir provoquer le désordre, on a vu fleurir dans les jours suivants des pancartes disant : *«Ni révolutionnaires, ni agitateurs, mais rouges de colère !».* D'autres pancartes ont rétorqué aux appels du leader travailliste Kinnock, demandant aux manifestants d'exclure de leur rang les *«révolutionnaires de salon»,* en disant : *«Nous sommes tous des révolutionnaires de salon».*

Pour l'instant les choses en sont là. La mobilisation reste dans l'ensemble limitée et bon enfant. Mais elle bénéficie, malgré la campagne de calomnies menée par les politiciens, d'une sympathie évidente parmi les travailleurs. Et tout peut changer rapidement si les exemples de Hackney, Bristol et Swindon se généralisent.

Le 18 mars, les Comités populaires contre le poll tax, créés il y a deux ans à l'initiative d'une tendance modérée du Parti Travailliste et dans lesquels on retrouve la mouvance des trois Partis Communistes anglais, appellent à une manifestation contrale à Londres. Puis le 31 mars, la Fédération Anti-Poll Tax, créée à l'initiative de divers courants de la gauche travailliste et syndicale, en particulier celui représenté par l'hebdomadaire trotskyste *Militant,* appelle à une autre manifestation nationale à Londres.

C'est sans doute ces occasions que les politiciens, Thatcher en tête, attendent pour mesurer la profondeur du mécontement. Peut-être permettront-elles aussi aux travailleurs de mesurer l'étendue de leurs forces et leur capacité à aller plus loin qu'une simple protestation.

François ROULEAU



Ph. Arc

LE BUT DE LA RÉFORME DES IMPÔTS LOCAUX

Lutter contre l'évasion fiscale chez les petits

L'un des vieux problèmes de la fiscalité britannique est l'absence totale de données centralisées sur les contribuables, et en particulier sur leur domiciliation. L'établissement d'un fichier national est une vieille revendication des services fiscaux.

Au temps du plein emploi, la difficulté était tournée grâce au système PAYE, par lequel les impôts sur le revenu sont prélevés directement sur les feuilles de paie. Mais avec le développement du chômage et à sa suite du travail au noir et des travailleurs indépendants (occupant souvent les fonctions d'un salarié mais sans en avoir le statut), l'évasion fiscale a gagné beaucoup de terrain dans les couches les plus modestes, c'est-à-dire les plus nombreuses et qui rapportent le plus.

Le poll tax, en établissant ce fichier, permet à terme une plus grande efficacité dans les contrôles fiscaux, en particulier dans le contrôle des éléments de train de vie et des déclarations de revenus.

Comprimer les dépenses sociales des municipalités

Mais le principal objectif reste celui qu'a poursuivi Thatcher depuis son arrivée au pouvoir : la compression des dépenses sociales, la réduction de la fiscalité des entreprises et des couches aisées.

Avec l'ancien système, les municipalités fixaient elles-mêmes l'assiette des impôts locaux ainsi que des taxes locales payées par les entreprises. L'Etat centralisait les impôts collectés et reversait à chaque municipalité une subvention, résultat d'un calcul compliqué, mais qui en gros était proportionnelle à ses dépenses de l'année antérieure et au montant des impôts perçus localement.

Malgré toute une série de contraintes supplémentaires apportées par Thatcher depuis 1979, les dépenses des municipalités n'ont guère diminué de façon significative (malgré d'ailleurs une réduction sensible des services municipaux), et cela en partie du fait de la détérioration de l'emploi et du niveau de vie des travailleurs.

Avec le nouveau système, le montant des taxes locales payées par les entreprises devient fixé par l'Etat uniformément dans le pays.

Le montant du poll tax est, lui, déterminé en gros de la façon suivante : le gouvernement décide par avance du montant maximum des dépenses d'une municipalité pour l'année et calcule sur cette base le montant des subventions directes de l'Etat. La municipalité établit ensuite son budget en tenant compte de cette subvention et de ses diverses recettes, puis divise le déficit entre le nombre des contribuables. Le résultat est la redevance que chacun doit payer.

De la sorte, le lien entre les dépenses municipales et le niveau du poll tax devient visible et direct. Ce qui, espère Thatcher, poussera les Conseils municipaux à comprimer leurs dépenses au minimum, ne serait-ce que pour des raisons électorales. Evidemment, ceux qui paieront la note sont les couches les plus modestes : elles la paieront deux fois d'ailleurs, par le biais du poll tax lui-même, et par celui de la réduction des dépenses sociales qui seront à coup sûr les premières visées.

PETIT GUIDE DU «POLL TAX»

A ce jour le système des impôts locaux était similaire à celui pratiqué en France. Chaque foyer était redevable d'une quote-part, fonction de la valeur immobilière du logement.

Le poll tax, lui, sera redevable par chaque adulte de 18 ans et plus. Et la redevance sera la même pour tous au sein d'une même commune, indépendante des revenus ou patrimoines des redevables. Notons au passage quelques-unes des rares exonérations totales : la reine, certains malades mentaux, les militaires vivant dans une caserne, etc.

La redevance annuelle peut varier considérablement : 1 800 F dans un petit village huppé de Cornouailles, contre 7 500 F dans l'une des banlieues ouvrières les plus pauvres de Londres (soit 12 % du salaire net d'un OS de l'automobile).

Y gagneront les plus riches, ceux qui possèdent des propriétés de valeur, et ils y gagneront pas mal, même si ce n'est pas un gain très important pour les plus riches. Cas extrême, celui du château royal de Balmoral pour lequel la reine payait 120 000 F de redevance locale et ne paiera plus rien.

Y gagneront aussi, mais le plus souvent seulement quelques centaines de francs, les salariés célibataires ou couples sans adultes à charge qui habitent seul un logement d'une valeur un peu au-dessus de la moyenne.

Y perdront tous les foyers modestes partagés par plus de deux adultes, c'est-à-dire énormément de salariés. Outre les foyers où coexistent deux voire trois générations, beaucoup de jeunes pallient la hausse phénoménale des prix immobiliers en achetant une maison à quatre ou à six. Pour prendre un exemple, à Newham, une banlieue ouvrière pauvre de l'Est londonien, la note pour quatre adultes partageant une maison modeste de quatre pièces passera de 6 500 F à 18 000 F !

Y perdront également les locataires des HLM dont la valeur immobilière était considérée comme négligeable et qui par conséquent ne payaient pratiquement pas d'impôts locaux.

Y perdront surtout les 25 % d'adultes dont les revenus sont assez bas pour bénéficier des allocations sociales (moins de 2 000 F par mois pour un adulte). Auparavant ceux-là étaient totalement exonérés d'impôts locaux. Dorénavant ils devront payer un minimum de 20 % du poll tax, soit de 900 à 1 800 F par an dans les quartiers ouvriers de Londres. Devant le scandale déclenché par cette disposition, Thatcher a promis d'augmenter d'autant le montant des allocations sociales pour les plus pauvres, mais à titre transitoire seulement.

Au bilan, même parmi ceux qui ont un emploi régulier, beaucoup de travailleurs ne voient pas comment ils pourront payer de telles sommes.

Les Conseils municipaux se préparent déjà à une grande quantité d'impayés. Ainsi, le Conseil de Hackney (considéré comme dominé par la gauche du Parti Travailliste) a-t-il réservé des audiences quotidiennes auprès des tribunaux pour les 17 mois à venir. Objectif : accélérer au maximum la procédure contre les 5 500 mauvais payeurs solvables que les bureaucrates de la municipalité prévoient.

LE GÉNÉRAL AV
MAIS SES SUCC
À L'ARMÉE, PIL

Voilà donc le général Avril, le dernier en date des dictateurs d'Haïti, contraint de quitter le pouvoir et le pays pour aller couler des jours paisibles en Floride, puis en Belgique. Le général Abraham, chef d'état-major qui lui a succédé sur-le-champ, s'est effacé à son tour, comme il l'avait promis, pour céder la place à Ertha Trouillot, juge à la Cour de cassation, désignée présidente provisoire chargée d'organiser des élections, tant législatives que présidentielles, durant l'année qui vient.

L'annonce de ce départ a déclenché parmi les jeunes qui manifestaient depuis plusieurs jours, à Port-au-Prince et dans plusieurs villes de province, une joie d'autant plus compréhensible que le nom d'Avril s'était confondu, au fil des mois, avec les actes de banditisme officiels ou officieux de la Garde présidentielle, avec les assassinats et, tout dernièrement, avec la proclamation de l'état de siège. Mais une grande partie de ceux qui crient aujourd'hui leur joie devant ce qui leur apparaît comme le début d'un processus de démocratisation risquent de déchanter, et vite.

L'opération anti-Avril, telle qu'elle fut montée d'en haut.

La mise en place d'un régime civil plus ou moins parlementaire a, sans doute, plus de chances de marcher maintenant que jamais depuis les quatre ans qui se sont écoulés depuis la chute de Duvalier. Le régime militaire établi depuis cette date, pratiquement sans interruption, s'est sérieusement déconsidéré. Son maintien risquait de relancer la mobilisation populaire, alors pourtant qu'elle était sérieusement retombée, comparativement aux mois qui précédèrent et suivirent la chute de Duvalier. Et la sourde colère de la population se focalisait de plus en plus sur l'armée elle-même. Cette dernière, réduite au fil des mois et des putschs successifs pour l'essentiel au millier d'hommes de la Garde présidentielle, s'adonnant ouvertement à des rackets et au ganstérisme, devenait plus un facteur d'anarchie que le gardien de l'ordre des riches. Au point que, depuis plusieurs mois, de plus en plus de voix se faisaient entendre au sein de la bourgeoisie elle-même pour réclamer un gouvernement civil et souhaiter que l'armée se mêle un peu moins de la politique et qu'elle laisse un peu plus les affaires à ceux dont c'est le métier d'en faire...

La proclamation de l'état de siège par le général Avril, avec l'arrestation de quelques-uns des leaders politiques qui avaient les faveurs de la bourgeoisie et des Etats-Unis, a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Avril s'est permis, à l'égard de l'ambassadeur américain, l'affront de proclamer l'état de siège sans même l'en aviser, ridiculisant par la même occasion les déclarations précédentes dudit ambassadeur sur la «volonté démocratique» du général. Washington et Paris, les principaux bailleurs de fonds du régime haïtien, ont coupé les robinets de l'aide. Leurs ambassadeurs ont proclamé ouvertement qu'ils étaient à la recherche d'une solution de rechange. On a vu l'ambassadeur américain, par exemple, recevoir les uns après les autres les leaders de l'opposition civile au général Avril. Il s'est même donné la peine d'aller en province pour essayer de mettre la main sur tel leader paysan, qui se cachait pour échapper aux sbires de la Garde présidentielle.

Devant l'attitude américaine, la bourgeoisie locale s'est mise à donner elle-même de plus en plus de la voix. Lorsque Isméry, un riche marchand banni par Avril parce qu'il s'était permis de demander à ce dernier de céder la place, a été autorisé à rentrer après la levée précipitée de l'état de siège sous la pression conjuguée des gouvernements américain et français, il fut accueilli à l'aéroport par une bonne partie des dignitaires de la Chambre du commerce, leur président en tête.

Cet isolement d'Avril a subitement redonné du courage à une caste politique pléthorique, mais qui n'a jamais brillé par son courage devant les militaires. Différentes initiatives furent prises. Mais les événements se sont précipités dans les premiers jours de mars, lorsque deux des principaux leaders de l'opposition «respectable», Bazin, ancien fonctionnaire international, politicien conservateur, poulain de Washington, et Serge Gilles, chef du PAMPRA, affilié à l'Internationale Socialiste et protégé de Mitterrand, ont pris publiquement position pour le départ d'Avril, posant en quelque sorte leurs candidatures conjointes à la succession. En quelques jours, grâce à l'intervention active des deux ambassades américaine et française, douze formations politiques se sont pour la première fois coalisées pour se présenter, suivant une première dénomination, en «alternative unique» face à Avril sur la base d'un seul point de programme : le départ d'Avril. Ce Front va du politicien de droite de Ronceray – ancien ministre de Duvalier, comme d'ailleurs Bazin – à Théodore, chef du PUCH, Parti Unifié des Communistes de Haïti, en passant par le pasteur populiste Sylvio Claude.

Il faut noter ici le rôle d'Evans Paul, le leader d'une des principales formations nationalistes radicales, le KID, à qui son emprisonnement de trois mois par Avril et les tortures qu'il a subies ont valu une popularité certaine parmi les jeunes les plus radicaux. Il a été un des premiers à prendre publiquement position pour la formation d'une telle coalition, ajoutant par avance que, si elle devait se créer, il fallait que toutes les forces politiques la reconnaissent comme l'unique alternative, et fustigeant, au nom de «l'unité», les «irresponsables» qui se permettraient de manifester leur désaccord. C'était une façon de mettre, par avance, tout mouvement qui

(AFP)

La nouvelle présidente de la République, M^me^ Trouillot, à côté du co l'armée, major-général Abraham.

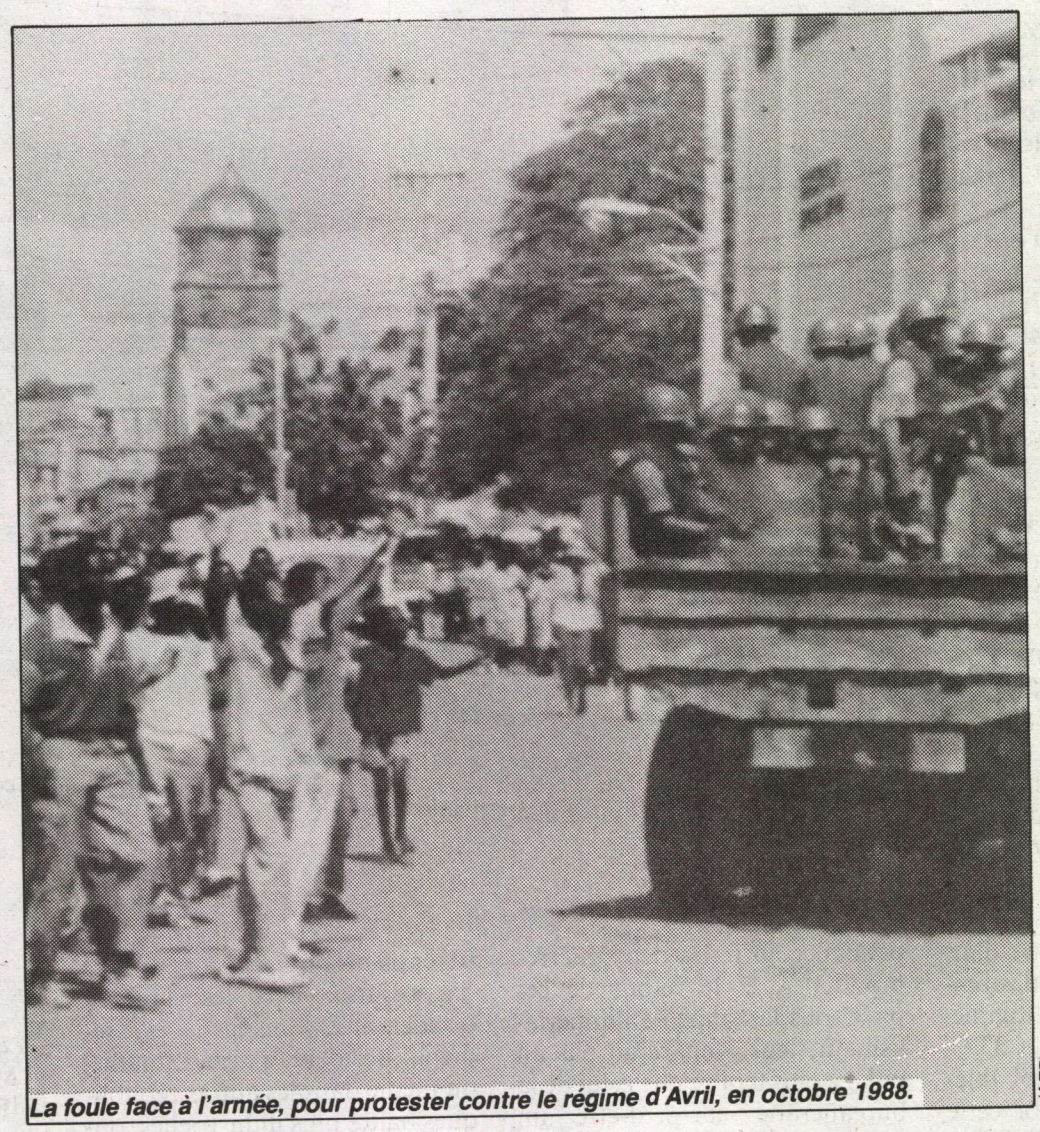
pouvait se déclencher à la base, à la remorque de Bazin-Serge Gilles. Un acte d'autant plus «désintéressé» que le KID, contrairement au PC haïtien, ne fut pas pour autant admis à la table des grands qui ont constitué l'alliance.

Comment convaincre la Garde présidentielle sans lui faire de mal ?

Avril, reçu à plusieurs reprises par l'ambassadeur américain, était évidemment au courant de l'opération engagée, et sans doute même consentant. Mais il restait à en convaincre la mafia de la Garde présidentielle qui craignait, en cas de départ du général Avril, de perdre les privilèges, les sinécures et les possibilités de racket que ses officiers surtout, mais aussi ses soldats, s'étaient arrogés. Tout en appelant aux manifestations contre Avril – voire au «soulèvement» pour ce qui est d'Evans Paul – l'opposition civile a multiplié les déclarations pour rassurer les militaires sur le fait qu'ils ne perdraient rien à l'affaire et qu'évidemment il n'y aurait pas de vengeance (même

IL EST PARTI, SSEURS FONT LA COUR R DE LA DICTATURE

ndant de



La foule face à l'armée, pour protester contre le régime d'Avril, en octobre 1988. (AFP)

contre les militaires connus comme des assassins notoires). Mais face à la Garde, il fallait quand même que le peuple manifeste, juste assez pour montrer son adhésion à l'opposition civile, mais sans excès.

Fait significatif : la Chambre de commerce et l'Association des patrons ont été à la pointe de l'appel à la grève générale et aux manifestations du jeudi 8 mars, qui se prolongèrent le lendemain. C'est surtout la jeunesse scolarisée qui s'est mobilisée le premier jour, mais elle a entraîné rapidement des jeunes des quartiers pauvres.

La Garde présidentielle a tiré le jeudi 8 mars, puis le vendredi. Elle a même continué à tirer dans la nuit du samedi 10, puis du dimanche, après l'abdication d'Avril. Il y eut plusieurs dizaines de morts et la chasse à l'homme dans plusieurs quartiers pauvres.

L'ex-opposition civile au travail pour blanchir l'armée.

Mais enfin, le lundi 12, le «processus démocratique» a pris officiellement naissance. Il a été porté sur les fonts baptismaux devant le bâtiment de l'état-major – tout un symbole ! – en présence de la plupart des dignitaires de la coalition des douze partis, notamment le «communiste» Théodore, bras dessus bras dessous avec le brave général «démocrate» Abraham, ci-devant collaborateur le plus proche d'Avril et toujours chef d'état-major. Et si les orateurs se livrèrent à des surenchères contre les «bandes macoutes» qu'il faudra «déchouquer pour de bon», et si certains en appelèrent à la reconstitution de ces «brigades de vigilance» qui s'étaient constituées au plus fort des mobilisations populaires du passé, ils tinrent surtout à insister pour prétendre que les macoutes ou les assassins de la nuit n'auraient rien à voir avec l'armée.

L'avenir dira si ceux qui se sont mobilisés en cette occasion accorderont du crédit à cette énième opération de blanchiment de l'armée, tant il est vrai que les liens entre les «macoutes», les «attachés», tous ces hommes de main chargés d'arrestations et d'assassinats officieux, sont de notoriété publique. Il se peut d'ailleurs que la Garde présidentielle se charge de le leur rappeler, en se montrant trop stupide pour comprendre que le moment est venu de laisser les politiciens civils faire joujou avec un Parlement et des élections.

Mais en tous les cas, «la démocratisation», reçue par les notables civils des mains d'un général chef d'état-major, pendant que les dizaines de victimes faites par l'armée la nuit précédente n'avaient même pas encore été enterrées, montre que ce à quoi aura droit le peuple haïtien, c'est, au mieux, un parlementarisme surveillé par l'armée.

Par une armée qui sera aussi présente dans la vie quotidienne que par le passé, même si l'occupant du palais présidentiel est un civil. Dans ce pays déjà pauvre, la misère monte encore à vue d'œil, avec une inflation qui s'emballe, avec les fermetures d'usines, avec la corruption, avec l'écroulement de tout ce qui ressemble à un service public (les rues de Port-au-Prince sont submergées par les ordures non ramassées et quelques-uns des principaux hôpitaux du pays manquent même de pansements et de cachets d'aspirine). Les campagnes, encore plus misérables, envoient dans les bidonvilles et les «cités de carton» chaque jour de nouveaux contingents de pauvres. La proximité des villas des riches est elle-même menacée, même dans les quartiers résidentiels, par cette marée de pauvreté qui submerge tout. Cette classe riche – Bazin lui-même en est un des fleurons – ne peut pas se passer de l'armée, même si celle-ci est composée de bêtes féroces, qui ne respectent rien... pas même les bourgeois !

La mobilisation populaire qui s'est dessinée pour le renversement d'Avril n'est pas bien puissante, ni bien déterminée, et surtout elle est canalisée et encadrée par des organisations et par des leaders politiques qui, certes, ne voulaient plus d'Avril, mais qui veulent infiniment moins encore que les classes pauvres commencent à agir pour leur propre compte. Cette mobilisation peut demeurer telle que les dirigeants de l'opposition la veulent : contrôlée et strictement destinée à assurer leur «légitimité» populaire.

Mais tant qu'elle subsiste, il y a néanmoins de l'espoir pour l'avenir. A l'heure où nous écrivons, la situation ne s'est pas stabilisée. Les militaires de la Garde – en uniforme ou en civil –, l'extrême-droite macoutique, peuvent se livrer à des provocations qui entretiennent, voire rallument la flamme. Dans certains quartiers pauvres, les affamés n'ont pas demandé l'autorisation des «chefs politiques» pour piller des magasins et des stocks alimentaires. Cesseront-ils de le faire lorsque les dirigeants civils «responsables» s'y opposeront de tout leur poids ? Ailleurs, des «brigades de vigilance» semblent se reconstituer. Accepteront-elles de n'être que les instruments des Bazin et Cie, tout de même passablement déconsidérés ? Se contenteront-elles d'organiser le déchoukage de quelques petites ordures, de mouchards de quartier, qu'on leur désignera comme boucs émissaires ? Et derrière toutes ces questions, une, plus générale : l'énergie des masses pauvres retrouvera-t-elle la pente ascendante qu'elle a perdue à cause des déceptions des dernières années ?

Questions pour l'instant sans réponse, mais qui conditionnent l'avenir.

Georges KALDY

Gorbatchev face à l'indépendance de la Lituanie

LES MODALITÉS DE SORTIE DE L'URSS RESTENT À MARCHANDER

Mardi 13 mars, Gorbatchev a qualifié d'*«illégale»* la proclamation de l'indépendance de la Lituanie votée deux jours plus tôt par le nouveau parlement lituanien ; et il a rajouté qu'il ne pouvait négocier sur cette base car *«il ne peut y avoir de pourparlers qu'avec des pays étrangers»*.

En réalité, dans les marchandages d'ores et déjà engagés de fait sur les futurs liens des républiques baltes et le reste de l'URSS, le ton ferme que vient de prendre Gorbatchev n'est qu'une réplique à la décision de brusquer les choses et de mettre Moscou devant le fait accompli que vient de prendre dimanche dernier le nouveau parlement lituanien, élu le 24 février.

Car déjà lors de son voyage en Lituanie, en janvier dernier, Gorbatchev avait tenu à déclarer : *«J'ai choisi la voie des discussions et mon propre destin est lié à ce choix»*. Un choix forcé en grande partie, tout au plus le choix de laisser faire, de faire, face aux revendications indépendantistes, contre mauvaise fortune bon cœur. Mais même le chef de file des conservateurs, Ligatchev, reconfirmait lundi 12 mars aux journalistes que *«nous n'emploierons pas la force. Nous devons résoudre cela par des moyens politiques. Les tanks n'aideraient pas en la matière»*.

Quant au quotidien du gouvernement soviétique, les *Izvestia*, il parlait tout simplement ce même lundi 12 du *«premier jour d'indépendance de la Lituanie soviétique»*, considérant donc le fait comme accompli.

(AFP) *Les dirigeants du Parlement lituanien après la déclaration d'indépendance.*

LES DIRIGEANTS LITUANIENS FORCENT LE PAS.

Mais, lors de son voyage en Lituanie en janvier dernier, Gorbatchev avait cherché à convaincre les indépendantistes lituaniens (les dirigeants du mouvement indépendantistes Sadjudis, comme les dirigeants du PC lituanien eux aussi reconvertis au nationalisme) de lui laisser le temps de mettre au point une réforme de la fédération des républiques d'URSS : *«La procédure de sortie des républiques prévue par la constitution a besoin d'un mécanisme. Il faut savoir comment quitter l'union, car il y a des problèmes de défense, de communication et tout doit être prévu par ce mécanisme»*.

Le parlement lituanien a passé outre les demandes de prudence et les menaces de rétorsion économique faites par Gorbatchev. Les députés ont proclamé unilatéralement l'indépendance de leur république sans attendre des négociations globales sur une refonte des relations entre les républiques qui forment l'URSS. Pour obtenir plus de liberté de manœuvre ? Ou de façon plus politicienne pour ne pas décevoir l'électorat sur lequel ils se sont appuyés ? Et le fait que la minorité russe en Lituanie soit numériquement plus faible que dans les deux autres républiques baltes (9 % de Russes en Lituanie, contre 28 % en Estonie et 33 % en Lettonie) explique probablement en partie pourquoi cette république, qui est pourtant la moins bien placée pour voler de ses propres ailes, car la moins industrielle des trois, a pris par rapport aux autres les devants dans la revendication d'indépendance. Mais la même revendication est évidemment mise en avant par les deux autres républiques baltes.

Les dirigeants nationalistes de ces pays se sont fait appuyer par des manifestations populaires, ils se sont fait porter au pouvoir par des élections, se sont dépêchés de brandir les premiers les drapeaux nationaux, lituanien, estonien, ou letton.

Les couches privilégiées de ces pays escomptent probablement tirer profit d'une situation où leur pays pourrait jouir d'une place d'intermédiaire dans les échanges entre l'Ouest et l'URSS. Pour elles, peut-être. Mais les dirigeants nationalistes n'ont pas grand-chose à proposer à leurs peuples qu'un nouveau drapeau (ou plutôt la reprise d'un ancien). Mais les peuples de ces pays n'étaient pas plus riches au temps de l'indépendance entre les deux guerres mondiales, et le retour de ces pays sous la coupe de l'impérialisme ne leur préparerait pas un pillage plus tendre que celui de la bureaucratie et peut-être un développement encore plus grand des inégalités sociales.

Sur le terrain de l'accession à l'indépendance vis-à-vis de l'URSS, les dirigeants nationalistes lituaniens ont donc choisi de forcer le rythme. Mais ils sont tout aussi convaincus de leurs liens obligés avec leur grand voisin que les dirigeants de l'URSS eux-mêmes.

DES LIENS ECONOMIQUES A RENÉGOCIER.

Certes les dirigeants baltes espèrent pouvoir diversifier leurs échanges, et obtenir des marchés et des capitaux occidentaux : un établissement bancaire destiné aux trois pays baltes, la Sherbank, se met en place (la société Serge Dassault en a obtenu un contrat de 162 millions de dollars pour la mise en place de l'informatisation de la banque) et, premier investisseur occidental en Lituanie, la compagnie ouest-allemande Opel vient de s'associer avec le constructeur automobile lituanien Vilbra. Et les dirigeants lituaniens envisagent d'essayer de multiplier les opérations d'association avec les capitaux occidentaux. Mais les investissements occidentaux en Lituanie, ou même dans les autres républiques baltes plus industrielles, ont toutes les chances pour l'instant de rester fort limités.

Par contre, aujourd'hui, la quasi-totalité du pétrole consommé en Lituanie est importé d'URSS à un prix trois fois moindre que celui du marché mondial, la plupart de ses matières premières aussi, également aux prix internes à l'URSS bien inférieurs aux cours mondiaux, et l'essentiel des exportations lituaniennes de produits agricoles et industriels est fait en direction du reste de l'URSS. Quant à l'URSS elle-même, elle pourrait bien elle aussi tirer avantage du développement d'échanges industriels entre les pays baltes et l'Europe occidentale.

Rodomontades des dirigeants lituaniens, affirmant qu'ils ne font que revenir au statut d'indépendance de 1918 d'une part, affirmation de *«l'illégalité»* de l'indépendance et menace de représailles économiques de l'autre, ne sont que les aléas de ce qui va probablement être un âpre marchandage entre les deux parties.

★★
★

Mais pour les dirigeants de l'URSS, le problème est évidemment plus grave, car il n'est pas limité au seul problème lituanien, ni même balte : la proclamation d'indépendance précipitée de la Lituanie présente le risque de faire tâche d'huile non seulement dans les deux autres républiques baltes, pour lesquelles la cause de l'indépendance à terme semble aussi entendue, mais également dans d'autres républiques périphériques de l'URSS où elle pourrait entraîner une surenchère des courants nationalistes.

Et sur ce terrain, on constate que le président des Etats-Unis, George Bush, en premier lieu, ne tient pas à jeter de l'huile sur le feu : il a déclaré qu'il ne reconnaissait pas dès maintenant l'indépendance de la Lituanie, arguant que celle-ci n'avait pas le contrôle de son territoire et qu'il fallait qu'elle l'obtienne de négociations pacifiques avec Moscou. Pour le président des Etats-Unis comme pour Gorbatchev, les réformes en cours en URSS se doivent d'aller sûrement mais pacifiquement, avec prudence, surtout en ce qui concerne les problèmes nationaux.

Olivier BELIN

L'instauration d'un régime présidentiel
RENDRE LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉTAT INDÉPENDANT DU PARTI

Le Congrès des députés du peuple de l'Union Soviétique a donc entériné à une écrasante majorité (1817 voix pour 133 contre et 61 abstentions) la modification de la Constitution dans le sens de la création d'un poste de président qui sera désormais le véritable chef de l'exécutif de l'Etat. Jusqu'à présent, c'est le secrétaire général du Parti qui détenait la véritable autorité, l'homme qui faisait fonction de chef de l'Etat n'étant, en général, qu'un figurant.

Ce vote a eu lieu tout logiquement après un autre, intervenu lors de la même séance, qui venait de supprimer le monopole du PC, et de reconnaître le droit de participer aux affaires de l'Etat non seulement au Parti Communiste, mais aussi à «d'autres organisations sociales et mouvements de masse» ainsi qu'aux «partis politiques». Ce vote-là ne faisait que reconnaître un état de fait, tant il est vrai que depuis plusieurs mois, au moins dans un certain nombre de Républiques périphériques, des «Fronts Populaires» voire de véritables partis nationalistes non seulement fonctionnent ouvertement, mais ont bien souvent marginalisé les PC officiels.

A l'heure où nous écrivons, Gorbatchev doit être en principe élu par le même Congrès des députés du peuple comme premier bénéficiaire de ce poste de président. Lui qui, jusqu'à présent, devait soumettre ses propositions aux différentes instances du Parti : au Bureau politique où il s'était fabriqué une majorité, et au Comité central encore dominé, paraît-il, par des «conservateurs» rétifs à ses réformes, qui devait ensuite faire ratifier certaines de ses initiatives par le Soviet suprême, a désormais, constitutionnellement parlant, les coudées plus franches. Il a désormais les prérogatives officielles... d'un Bush ou d'un Mitterrand, puisque le nouveau présidentialisme soviétique a été fortement inspiré par la Constitution américaine et la Constitution de la Ve République française.

LE COURONNEMENT D'UN PROCESSUS

L'enjeu des discussions qui ont mené à cette décision - lesquelles durent depuis des semaines tant dans les instances du Parti que dans les institutions de l'Etat - ne concerne cependant pas seulement la fonction présidentielle. L'institution de celle-ci représente le couronnement de tout un processus visant à définir la séparation du Parti et de l'Etat.

Dans les débats qui ont précédé le vote, le président du Comité de contrôle constitutionnel a attiré l'attention sur la *«paralysie du pouvoir»* qui *«ne fonctionne plus»*, et souligné les *«éléments d'anarchie»* actifs pendant la période de transition. Ledit orateur est un partisan de Gorbatchev, mais il a été relayé par un conservateur qui, à ce qu'en rapporte la presse, aurait cité cette phrase attribuée à Nobel : *«Toute démocratie a besoin de tanks»;* pour s'écrier : *«Qui a peur d'un pouvoir fort !»*

En fait, «conservateurs» et gorbatcheviens ont trouvé un terrain commun sur le fait que l'affaiblissement du Parti et de son rôle ne doit pas se traduire par un affaiblissement de l'appareil d'Etat lui-même.

En effet, au niveau du Parti, tout bouge depuis plusieurs mois, sinon plusieurs années. Le vent de réformes, les initiatives de Gorbatchev consistant à remplacer les vieux brejneviens par ses partisans aux différents postes, comme la réaction parfois de la population ou des responsables subalternes encouragés par la «glasnost» à s'en prendre aux responsables les plus corrompus ou les plus mal vus, tout cela s'est conjugué pour entraîner les titulaires des postes de responsables de municipalités, de districts, d'arrondissements, de régions, de Républiques dans une véritable valse. Et il est question que ces responsables soient désormais élus.

Oui, dira-t-on, mais après tout, la bureaucratie ne ferait que s'aligner sur le système électoral des républiques bourgeoises démocratiques. Eh oui, mais si en France les conseils généraux sont élus, le préfet ne l'est pas ! Si le Parlement est élu, ainsi d'ailleurs que le président de la République, l'exécutif a en réalité une forte marge d'indépendance à l'égard du pouvoir législatif. En outre, le fonctionnement - et la continuité - de l'exécutif sont assurés par une armada de hauts fonctionnaires qui, eux, ne sont pas élus.

Et voilà que le système dictatorial mis en place sous Staline et qui confond toutes les fonctions - le secrétaire du Parti d'une ville ou d'une République faisait la pluie et le beau temps dans la région sous son autorité tout autant que le secrétaire général le faisait dans l'ensemble du pays - joue maintenant un mauvais tour aux bureaucrates. On a vu comment, pendant cette période de transition, où le Soviet suprême comme le Comité central, lui-même, ont commencé à avoir leurs oppositionnels, Gorbatchev s'est trouvé - sur le plan juridique en tout cas - plus menacé par leurs votes que ne l'est un président Bush. Et les bureaucrates soviétiques ont quelques raisons de penser que si l'égibilité aux différentes fonctions était introduite, ils seraient plus menacés que la bureaucratie des fonctionnaires de l'Etat français.

Eh oui, les vieux Etats «démocratiques» de la bourgeoisie ont su, avec le temps, apprendre à pratiquer des élections à tous les niveaux, tout en préservant en même temps l'immuabilité des fonctionnaires et la pérennité de l'appareil d'Etat. En engendrant par la même occasion deux castes distinctes, quoique fortement liées et interpénétrées, celle des politiciens dont le rôle est de se soumettre périodiquement aux suffrages des électeurs, et celle des fonctionnaires non élus qui font marcher la boutique.

DES ELECTIONS... MAIS JUSQU'A UN CERTAIN POINT

Voilà ce que la bureaucratie est en train de mettre en place, sous l'égide de Gorbatchev. On comprend que, sur cette question, les préoccupations de fond du chef de la bureaucratie soviétique aient rejoint les préoccuaptions alimentaires de tous les bureaucrates petits, moyens ou grands, qui avaient quelques raisons de craindre pour leurs places dans le chamboulement général. On peut d'ailleurs imaginer que, dans le cadre des discussions autour du projet constitutionnel, Gorbatchev a dû donner des assurances aux «conservateurs» sur le fait que les postes des uns, devenus électifs donc menacés, pourraient être compensés par d'autres postes, non électifs, dans l'appareil d'Etat. Si on en juge par le fait que le projet de Gorbatchev a été approuvé au Comité central dominé par les conservateurs, puis voté à une majorité écrasante au Congrès du peuple, les «conservateurs» ont trouvé leurs comptes dans l'affaire.

En dehors de certains représentants des nationalités dont les votes - ou les abstentions - se placent dans le cadre d'autres préoccupations, seuls des députés dits «radicaux» ont voté contre la proposition de Gorbatchev. Mais leurs interventions ne visaient pas le fond - la séparation de la vie politique et du Parti du fonctionnement de l'appareil d'Etat - mais la forme. C'est un peu comme s'ils avaient été partisans d'une Constitution plutôt type IVe République, donnant plus de prérogatives au Parlement, que d'une Constitution type Ve République.

De toute façon, pour qu'un système parlementaire marche, il faut bien une opposition. Les «radicaux» partisans d'Afanassiev ou d'Eltsine postulent à ce rôle qui entre tout à fait dans le jeu de Gorbatchev.

G.K.

Début février, Gorbatchev s'entretenant avec des responsables locaux du PC. La forme peut changer, mais l'appareil de l'Etat doit continuer à fonctionner. (AFP)

Forges Stéphanoises (Lhorme-Loire)

GRÈVE AVEC OCCUPATION

Ce lundi 12 mars commence pour les travailleurs des Forges Stéphanoises, une usine de 400 personnes située à Lhorme, près de Saint-Etienne (Loire), la troisième semaine d'occupation de l'usine.

Le ras-le-bol a éclaté le jeudi 22 février par une grève de 24 heures. Le lundi suivant, après une matinée de reprise du travail, l'assemblée des ouvriers de l'usine réunie à midi vote à bulletins secrets la grève avec occupation. Sur 220 votes, seulement 14 nuls et 42 contre, le reste pour l'occupation. Depuis, la grève se poursuit et des roulements assurent la permanence de l'occupation.

Depuis le début du mouvement, les revendications des grévistes sont les suivantes : 180 F d'augmentation uniforme à partir de janvier, 1,5% d'augmentation en mars, 1,5% en juin, revalorisation du point, treizième mois, prime de résultat de 180 F et diminution du temps de travail de 1 h 30 (actuellement 38 h 30).

Beaucoup d'ouvriers sont OS et ont des salaires de 4 100 F. La direction demande aux volontaires de venir le samedi. Pour espérer gagner 4 800 F, il faudrait donc venir 4 samedis dans le mois. Un professionnel qui a vingt ans d'ancienneté gagne moins de 6 000 F net.

Le directeur, lui, n'a pas de problème : il gagne 350 000 F par mois, et le chef de la comptabilité 25 000 F. Les salaires des cadres tournent autour de 15 000 F. Mais cela n'empêche bien sûr pas la direction et une partie des cadres de multiplier les pressions. La direction a assigné en référés 18 travailleurs (dont 7 non délégués) et demandé un jugement contre l'occupation (qu'elle a obtenu, non suivi d'effet jusqu'à maintenant), plusieurs cadres ayant désigné des travailleurs qui les auraient, soi-disant, empêché de rentrer.

Le vendredi 23 février, avant le début de l'occupation, quelques cadres ont évacué 500 tonnes de matériel de l'usine.

Par ailleurs, la direction n'a toujours pas fait verser les salaires de février.

L'argent ne manque pas, tout le monde le sait : plusieurs milliards d'anciens francs (on parle de 6 milliards) viennent d'être investis dans l'achat d'une presse ultra-moderne, qui sera capable de travailler deux fois plus vite que les modèles anciens. La presse est actuellement en cours d'installation. Mais si la direction ne cède pas, la presse risque de rester encore longtemps à l'état de pièces détachées.

Correspondant LO

Renodex (Isère)

ON FABRIQUAIT DES AIGUILLES POUR DES CLOUS... C'EST LA GRÈVE !

La grève continue à l'usine Renodex de Pont-de-Claix, près de Grenoble. Cette usine, filiale d'un grand de l'industrie paramédicale, Cyanamid-Lederlay, fabrique des aiguilles chirurgicales (pour les sutures).

En ce moment les affaires vont bien : les commandes affluent des quatre coins du monde (85% du chiffre d'affaires est réalisé à l'exportation), notamment des pays où il y a des guerres : l'Iran a commandé 11 millions d'aiguilles (du travail pour six mois !).

Les salaires sont minables : 4 800 F net, primes comprises, pour un OS avec 16 ans d'ancienneté ; 5 200 F pour un OP2 avec 9 ans d'ancienneté. D'après la CGT, ce sont les plus bas salaires de l'Isère dans la métallurgie.

Cette année le patron ne voulait pas lâcher plus de 2,5%, et en deux fois encore ! Aussi le 13 février, la grève a démarré et s'est rapidement étendue à tous les ouvriers. Sur les 230 personnes que compte l'entreprise (dont 70% de femmes), il n'y a que 15% de non-grévistes.

Et depuis jeudi 8 mars l'usine est occupée jour et nuit, week-end compris.

Mardi 13 mars, après un mois de grève, le moral et la détermination des grévistes sont toujours au plus haut, même si le patron s'obstine à ne rien vouloir céder.

Renault (Flins)

CINQ FOIS DEUX MINUTES ÉGALENT TROIS HEURES QUARANTE... OU LES NOUVEAUX CALCULS DE LA DIRECTION

La presse s'est fait l'écho des déclarations de la direction de l'usine concernant l'accord qu'elle vient de conclure avec tous les syndicats, sauf la CGT. Au terme de cet accord, le temps de présence passerait de 40 h 40 à 37 heures.

Dit comme cela, ça a l'air intéressant. Mais, en réalité, c'est une fumisterie.

Actuellement, nous travaillons 40 h 40 en deux équipes. Mais ces 40 h 40 comprennent le temps de repas, soit 30 minutes par jour plus 10 minutes de déplacement pour aller au réfectoire, ainsi que 28 minutes de pause par équipe, prises en une ou plusieurs fois, selon les ateliers.

Pour arriver aux fameuses 37 heures, les syndicats se sont mis d'accord pour repousser en fin d'équipe les 30 plus 10 minutes du repas, avec possibilité de partir avant le repas. Ils ont également décidé de diminuer les pauses de 2 minutes. Moyennant quoi, la direction a réduit le temps de travail effectif de 2 minutes par jour.

Cela fait au total 44 minutes par jour ! Le tour est joué : on retrouve les 3 h 40 de réduction du temps de présence – et non pas du temps de travail. Tout est dans le vocabulaire !

Ainsi, 2 minutes par jour de réduction du temps de travail sont présentées par la presse, la direction et même par les syndicats, comme un accord sur les 37 heures !

Sncf (Région parisienne)

ENCORE UN ACCIDENT AVEC UN TRAIN DE BANLIEUE

Mardi 6 mars à Orly, une rame banlieue est entrée en collision avec un chargement qui, installé sur un train de travaux situé sur une voie principale contiguë, était trop large et engageait le gabarit.

D'importants travaux de renouvellement ont commencé le 5 mars, et ce dans un cafouillage total. Et les rames banlieues sont amenées jusqu'au pied du chantier, obligeant les cheminots responsables de la sécurité à jouer au gymkhana entre trains de travaux et trains de banlieue.

Le 7 mars, ce gymkhana a envoyé une rame à la casse. Et cette fois-ci, heureusement, il n'y a pas eu de victimes.

Aujourd'hui, la banalisation de ce type d'accident fait qu'aucun média ne s'en préoccupe, s'il n'y a pas quelques victimes.

Il est vrai que, ces dernières années, la SNCF a fait reculer la notion de catastrophe.

Rosières

(Saint-Florent-sur-Cher près de Bourges)

(LO)

GRÈVE CONTRE LES LICENCIEMENTS

A Rosières, en grève depuis le mardi 6 mars, la grève continuait après la levée du piquet et les négociations se poursuivaient entre le PDG et les grévistes, mardi 13 et mercredi 14 mars.

Le mouvement a éclaté lors d'une nouvelle vague de licenciements qui touchait 120 personnes sur un effectif de 750. C'est le jeudi 1er mars que les noms des licenciés ont été connus. Vendredi 2, nous avons, à une dizaine de licenciés, essayé d'entraîner nos camarades.

Mardi 6, nous avons «quitté les gants» à 5, refait le tour des chaînes et cette fois, nous nous sommes retrouvés à 30 puis en fin de matinée à 90, rejoints en début d'après-midi par la Moulerie. La CGT ayant appelé à un débrayage à 14 heures, nous sommes allés écouter le responsable CGT. Une déléguée CFDT, connue comme militante de LO, prenait la parole et l'ensemble des grévistes envahissait le hall de la direction. Le directeur a fini par venir nous dire qu'il n'avait rien à nous donner et il s'est fait huer. Une déléguée CGT a alors proposé des débrayages tournants, mais c'est l'idée du blocage total de la production qui se discutait.

Le lendemain à l'embauche, nous étions 200 bien décidés à mettre toute l'usine en grève. Nous avons adopté de nouvelles revendications :

- Non aux licenciements sans reclassement préalable.
- Un an de salaire en cas de licenciement.

Et, la direction ayant prévu du chômage partiel, payé à 80 % pendant quinze jours, nous réclamons qu'il soit payé à 100 %.

Nous réclamons aussi des négociations et des garanties de la part du PDG sur l'avenir de l'entreprise.

A ces revendications s'ajoutent le refus des cadences élevées (non aux 92 %) ainsi que la fixation à 6 500 F du salaire minimum.

Les revendications adoptées, nous avons fait le tour des ateliers qui se vidèrent peu à peu. Seule, une petite cinquantaine continuait à travailler au Montage. A l'assemblée de l'après-midi, la déléguée CFDT fit voter la grève et acclamer les revendications. Une délégation des divers ateliers fut reçue par la direction. Les travailleurs présents insistaient pour discuter du paiement du salaire d'un an aux licenciés.

La direction n'ayant rien cédé, la grève continuait. Après la délégation, dans son compte-rendu le responsable CGT suggéra de reprendre le travail pendant deux heures le vendredi afin de toucher le chômage partiel, mais cette idée fut vite abandonnée. Le jeudi 8 mars, l'assemblée du matin était aussi massive que la veille. Le directeur accompagné d'un huissier multipliait les «constats» et se faisait apostropher : *«Nous empêchons les gens de travailler ! Mais les licenciés eux, qui veut les empêcher de travailler ?»* Et puis, *«qui nourrira nos gosses ?»*.

Furieux, le directeur a alors fermé lui-même les portes. Bien évidemment nous avons demandé à l'huissier d'en prendre bonne note.

L'après-midi, le responsable CGT a suggéré d'organiser un vote à bulletins secrets le lendemain matin. Cela souleva un tollé : *«Pas question de se laisser noyer par les bureaux et les cadres»*. Et de fait, ce responsable de la CGT laissera ses urnes au placard.

Vendredi, le piquet était imposant, personne n'est rentré de la journée. Des cris de *«Démission, démission !»* ont salué le directeur.

L'après-midi, sept d'entre nous, dont les responsables syndicaux, ont été assignés au tribunal pour «entrave à la liberté du travail».

Nous étions une quarantaine de grévistes dans la salle. Lorsque le président demanda au directeur le montant des bénéfices annuels, tout le monde remarqua qu'il ne se sentait pas très à l'aise. Pour un peu on aurait cru que c'était lui l'accusé, et d'ailleurs une déléguée faisait remarquer au tribunal : *«C'est le patron qui devrait être là dans le box puisque c'est lui qui porte atteinte au droit au travail»*. Toute la salle applaudit.

Durant tout le week-end, la détermination n'a pas faibli, au contraire, le piquet fut maintenu aux portes.

Le samedi matin, nous étions une centaine à l'assemblée et adoptions un tract appelant les non-grévistes à nous rejoindre.

Le lundi matin, à une centaine nous formions un barrage devant l'entrée principale.

Au cours de la journée, la direction essaya à plusieurs reprises de faire rentrer des non-grévistes dans l'usine, derrière les chefs, mais elle fit tant et si bien qu'en début d'après-midi elle avait réussi son coup !... Les non-grévistes se retournaient contre les directeurs et leur criaient : *«Négociez, négociez !»*

Les non-grévistes présents rejoignaient alors nos rangs et se mettaient de notre côté.

Mardi matin, le barrage tenait toujours. Mais il fut annoncé que le PDG qui venait d'arriver n'entamerait des négociations que si le piquet était levé.

Le verdict du tribunal qui condamnait chacun des travailleurs assignés à payer 5 000 F par jour d'occupation fit pencher la balance, le piquet fut levé et les négociations commencèrent.

LA BONNE ADRESSE

Après une lettre d'avertissement au bout de cinq mois, les jeunes logés dans les hôtels sont virés le sixième mois.

Quand on ne connaît personne à Paris, ça laisse peu de temps pour se retourner.

Quilès peut bien nous remettre une carte jeune, une carte téléphonique et vanter ses 1 500 logements sociaux, pour nous c'est la galère !

Alors que reste-t-il ? Aller squatter son appartement...?

Extrait du Bulletin Centre de Lecture Optique (PTT-Paris.)

UN COUP DE TÊTE SALUTAIRE

Mercredi passé, le chef des Etriers OPEL convoqua un groupe de travailleurs pour leur signifier que selon lui, ils ne travaillaient pas assez.

Ils n'apprécièrent guère et l'un d'entre eux le lui dit vertement. Le chef en question décida de lui donner un avertissement.

Jeudi la réaction des ouvriers de l'usinage ne se fit pas attendre et la première équipe débraya dès le matin. Devant l'entêtement de la direction l'équipe de l'après-midi se joignit au débrayage. Ce n'est que vers 20 heures que la direction céda, renonçant à donner l'avertissement.

Les travailleurs des Etriers ont fait reculer un chef arrogant et la direction qui pousse à l'augmentation des cadences.

Extrait du Bulletin General Motors Gennevilliers-La Garenne.

DU TAC AU TAC

A la SNCF, le meilleur vendeur de carte Kiwi au guichet est récompensé. En effet, un travailleur de la gare de Juvisy a gagné deux billets de TAC O TAC... perdants.

La direction locale possède une petite somme d'argent pour récompenser les agents qu'elle juge les plus méritants. Mais cela est si dérisoire qu'elle offre des billets de loterie. Cela ne coûte pas cher et il paraît que ça peut rapporter gros.

Ces billets ont été renvoyés au responsable commercial en lui demandant d'arrêter de se payer notre tête.

UNE SEMAINE EN JUIN – Berlin 1953 – de Stefan Heym

Ph. Arc

Images de l'émeute de Berlin-Est en 1953.

Stefan Heym n'est pas un auteur connu en France. Quasiment rien de lui jusqu'à présent n'avait été traduit en français. La plupart des romans ou Mémoires de cet écrivain est-allemand n'étaient pas plus lisibles en RDA, où ils étaient interdits jusqu'aux changements politiques de ces derniers mois. Ils n'étaient édités qu'en RFA.

C'est que Stefan Heym n'est pas seulement un écrivain (exclu de l'«Union» officielle en 1979) ; il est aussi un des intellectuels opposants au régime, toléré mais bâillonné. Ses positions en faveur d'un véritable socialisme qui ne serait pas le stalinisme, d'une véritable démocratie, d'une véritable dictature du prolétariat même, étaient connues cependant d'une certaine intelligentsia. Elles s'exprimaient parfois dans la presse ouest-allemande qui leur offrait à l'occasion ses colonnes.

Dans *Une semaine en juin,* paru en 1974, le personnage central, Witte, militant du Parti Communiste (SED), dirigeant syndical d'un des gros combinats métallurgiques de Berlin (et ancien militant ouvrier communiste déjà avant l'arrivée au pouvoir de Hitler), essaye de résoudre la quadrature du cercle : empêcher l'affrontement déclaré entre les travailleurs qui s'insurgent contre le relèvement des normes de travail et le parti et le gouvernement (avec la bureaucratie soviétique derrière) qui veulent le leur imposer. Ce furent les 16 et 17 juin 1953, la révolte ouvrière étouffée par les chars russes.

Heym raconte ces quelques jours de juin d'une façon romancée. Mais les pages de son livre sont celles des événements réels. Jour pour jour, dans le détail, on vit la révolte ouvrière : comment les travailleurs, les maçons des grands chantiers de construction de la Stalinallee, comme les ouvriers d'autres combinats de Berlin ou d'autres villes industrielles de RDA, ont eu ras-le-bol des sacrifices consentis dans ce très dur après-guerre, et ras-le-bol aussi de l'arrogance et des privilèges de la caste dirigeante ; comment ils ont d'abord violemment et spontanément réagi contre le relèvement des normes de travail (et 10% d'augmentation des normes, pour ceux qui n'y arriveraient pas, cela pouvait signifier 25% de salaire en moins) et comment le refus du pouvoir de céder, et même d'écouter les travailleurs à temps, a conduit à la révolte politique.

Les premiers ouvriers qui partirent en cortège fabriquèrent des banderoles de fortune, portant : *«Nous voulons une diminution des normes»*. Mais quand les centaines devinrent des milliers, voire des dizaines de milliers, agglutinés sous les fenêtres des sièges des syndicats ou ministères, les revendications politiques apparurent : *«élections libres», «baisse des prix dans les supermarchés d'Etat», «démission des gouvernants», «une Allemagne unifiée»*.

Les personnages centraux du roman sont des travailleurs et militants – et leurs proches – d'un grand combinat métallurgique de Berlin qui, les 16 et 17 juin 1953, comme bien d'autres, ont basculé avec les maçons dans la grève et les manifestations.

Le mérite du roman de Heym est de montrer de façon riche et nuancée les réactions des uns et des autres, des hommes comme des forces sociales et politiques qu'ils représentent, inconsciemment ou très volontairement.

Ses sympathies vont à Witte, le «communiste» que ses camarades n'assimilent pas à un bureaucrate car il a vécu et ne continue à vivre que pour ses idées, ne profite d'aucun privilège (si ce n'est celui d'être permanent du syndicat) mais fera tout pourtant pour empêcher, voire casser la grève... Un «communiste» ? Ou un vrai stalinien ? Les sympathies de l'auteur vont aussi à Kallmann, le vieil ouvrier social-démocrate, intègre, dévoué à sa classe, qui accepte la responsabilité de diriger la grève et les manifestations, et sera le dernier à s'accrocher à un vieux portrait de Marx, contre vents et marées, quand les chars russes d'un côté, la hargne de bourgeois anti-communistes de l'autre, rendent la situation très délicate.

Heym évoque la vie difficile de tous, les ruines, la crise du logement et du ravitaillement, les morts pas oubliés de la guerre, le marché noir et la «débrouille», la misère qui rend dur si ce n'est mauvais. Il évoque les rancœurs de la classe ouvrière contre le pouvoir.

Heym évoque aussi le pouvoir soviétique, perturbé si ce n'est ébranlé en haut lieu par la mort récente de Staline. Heym prête à un des responsables soviétiques du roman l'intention fugitive de laisser tomber à ce moment la RDA : *«Une solution à la Béria : liquider la RDA, en échange de concessions de l'autre camp, en échange d'une Allemagne entière et unie se cachant derrière la façade d'une démocratie bourgeoise, peut-être même neutre par surcroît – en un mot, la révolution échangée contre la conciliation»*. Ce ne fut pas la solution retenue puisque les chars soviétiques, à Berlin en 1953, intervinrent pour la première fois contre des travailleurs révoltés.

De l'autre côté, du côté Ouest, Heym montre aussi la politique menée. Des sociaux-démocrates prennent contact et disent vouloir offrir de l'aide aux travailleurs en lutte. Des forces et des hommes franchement de droite offrent aussi leurs prétendus services. Les uns et les autres avancent leurs pions politiques. Mais face aux chars russes, les «Alliés» ne savent et ne veulent opposer que les bonnes paroles émises par la «RIAS», la radio des Américains. Heym accorde une certaine place dans son roman aux manœuvres de petits malfrats fascisants, mais il n'accrédite pas pour autant la thèse «officielle», servie si longtemps par l'URSS et les PC occidentaux, que la révolte de 1953 à Berlin-Est aurait été l'œuvre de provocateurs fascistes. Heym montre que la classe ouvrière et la population n'en pouvaient plus. La goutte d'eau des «normes» a fait déborder le vase... même s'il y avait des gens et des forces de droite, réactionnaires, anti-communistes et avides de marquer des points, dans la RDA de l'époque comme dans celle d'aujourd'hui.

Et il n'y a pas seulement de la «politique» dans ce roman. Il y a surtout beaucoup d'humanité, de justesse dans la description sociale. Beaucoup de questions aussi.

Michelle VERDIER

Une semaine en juin – Berlin 1953 *de Stefan Heym. La Nuée bleue - J.C. Lattès. 334 p. 145 F.*

Heym a plus de 75 ans aujourd'hui. Les événements mondiaux et ses choix lui ont fait rouler sa bosse. Il a quitté l'Allemagne nazie en 1933 pour les USA où il s'est livré à une activité politique littéraire en direction des exilés allemands. Citoyen américain, il s'est engagé en 1943 dans l'armée du débarquement, pour l'Europe et l'Allemagne, et une fois à Munich, il s'est vu congédié de l'armée américaine pour "pro-communisme". Il est retourné aux Etats-Unis jusqu'en 1952 où le maccarthysme l'a fait renoncer à la nationalité américaine pour s'installer en RDA, à Berlin-Est... et y être tout de suite, à cause de sa liberté de critique, l'objet de suspicion. Et étroitement surveillé.

Cela dit, comme la postface du livre récemment traduit et paru en donne une idée, Heym défend à sa façon le régime instauré au lendemain de la guerre dans l'ex-zone d'occupation soviétique. Il se serait agi d'une "révolution octroyée" mais d'une révolution socialiste et ouvrière quand même. Heym affirme que les premiers dirigeants de la RDA auraient été intègres... Ensuite seraient venus les dérapages, la bureaucratisation mais le bébé et son Etat seraient toujours restés défendables et amendables.

■ Maintenant ou jamais

En juillet 1943, ils sont une poignée de rescapés de la barbarie nazie qui tentent de se joindre au plus profond des forêts russes et des marais polonais. Comme l'a ordonné Moscou aux partisans, ils progressent vers l'ouest, en territoire ennemi, toujours en avant de la ligne de front. Mais en fait leur destination est l'Italie et, au-delà, la Palestine. La plupart sont sionistes, peut-être, mais surtout rêvant d'une terre où l'on ne tue pas les Juifs.

Tous ces hommes et femmes qui ont connu les pogroms, les persécutions, la déchéance et l'obligation de vivre dans une infra-humanité, sont farouchement décidés à survivre en combattant.

L'hostilité qu'ils rencontrent est omni-présente, imprévue, difficile à déceler. Ici, ce sont les partisans polonais anticommunistes et antisémites de la NSZ, les nazis, les partisans russes méfiants vis-à-vis des résistants juifs ; là, ils se heurtent à l'hostilité de la population elle-même.

Un exemple : pendant l'été 1944, au sud de Lublin, il n'y a plus que des fermes dévastées. En riposte à une attaque contre les garnisons allemandes, les nazis avaient exercé d'effroyables représailles contre les villages paysans, déportant les populations, spécialement les enfants. Le blé était mûr. Les résistants offrent aux paysans encore là de les aider à faucher en échange d'une part de la récolte. La méfiance tombée, on récolte aussi des pommes de terre. A la veillée, le maire leur explique que personne n'aimait les Juifs, mais pas au point d'en laisser des centaines mourir de faim, enfermés dans un cinéma. Finalement le maire conclut : *«Je suis content de vous avoir rencontrés. Je suis content que vous ayez fauché pour nous. Je suis content d'avoir parlé avec vous comme on parle à des amis, mais je suis content que vous vous en alliez»*.

Il était dur d'être à la fois partisan, russe et juif, mais le petit groupe de Gedal à la volonté de surmonter la misère, la peur, le découragement.

Les membres de ce groupe ne sont pas des héros. Aucun n'a été préparé aux souffrances qu'ils ont à surmonter, mais ils réalisent très vite que leur salut ne peut qu'être collectif.

La lutte armée avait transformé ces parias, leur avait permis de retrouver une dignité, au point qu'en 1945, lorsqu'ils atteignent enfin une Italie libérée, ils refusent énergiquement de se laisser désarmer et de se séparer, tant sont devenus forts les liens qui les unissent.

Leur périple de milliers de kilomètres dans une Europe orientale ensanglantée par la guerre, le fait de s'en être sortis collectivement, les a changés profondément. On comprend, après tout ce livre, l'espoir qui les fait se rendre en Palestine. Mais on sent aussi combien ils sont peu préparés au piège qui les attend dans leur vie nouvelle, celui que constituait le sionisme.

Gil LANNOU

Maintenant ou jamais *de Primo Levi-Coll. 10/18 Christian Bourgeois Ed.*

■ Les naufragés et les rescapés
quarante ans après Auschwitz

Primo LEVI

Cet ouvrage de Primo Levi donne son point de vue sur plusieurs problèmes relatifs aux camps de concentration nazis.

Il aborde d'abord la question de leur existence même. Après Stalingrad, en janvier 1943, sentant le vent tourner, les nazis s'acharnèrent à en détruire les preuves. Après l'insurrection de 1943, le ghetto de Varsovie fut rasé. A l'automne 1944, les nazis firent sauter les chambres à gaz et les fours crématoires d'Auschwitz, brûlèrent les archives des camps. Ils firent disparaître les restes des corps, comme à Treblinka, dans d'immenses fosses communes. Dans les premiers mois de 1945, ce furent les transferts meurtriers vers l'ouest des déportés survivants, de Maïdanek à Auschwitz, d'Auschwitz à Buchenwald et Bergen-Belsen, les femmes de Ravensbruck vers Schwerin. L'important était qu'ils ne puissent rien raconter.

Même les nazis ne furent pas à l'abri. Stangl et les autres bouchers de Treblinka, après l'insurrection du camp et son démantèlement, furent transférés sur le front Est, dans une zone où les partisans étaient les plus dangereux.

Mais tout cela fut vain. Trop de gens savaient. Par exemple la firme allemande Topf de Wiesbaden, après avoir monté et vérifié des fours crématoires multiples, était encore en activité jusqu'en 1975, sans même changer sa raison sociale. Malgré les camouflages hitlériens, la vérité a percé.

Puis Primo Levi s'interroge sur les rapports qui se nouaient entre les oppresseurs et les victimes, en particulier sur la collaboration, celle de la "zone grise" comme il la nomme, dans les ghettos et les camps de la mort.

Du fait des privations par la faim, les maladies, les coups, les détenus n'avaient que quelques mois à vivre. Le surplus alimentaire ne pouvait s'obtenir que par la protection ou la collaboration. La majorité des fonctionnaires des camps étaient loin d'être des résistants et se comportèrent en véritables despotes. Jusqu'à la fin de 1943, il n'était pas rare qu'un détenu fût frappé à mort par un kapo, sans que celui-ci ait à craindre de sanctions.

Le summum de la collaboration volontaire fut celui de Chaïm Rumkowsky qui, pendant ses quatre ans de dictature sur les 160 000 juifs du ghetto de Lodz, de février 1940 aux derniers mois de 1944, se comporta avec l'appui des nazis comme un véritable potentat, disposant d'une police personnelle, battant monnaie à son effigie et fournissant à ses maîtres les victimes pour Treblinka et Auschwitz. Les camps ne furent que la caricature sanglante de la terreur et de l'arrivisme sur le terreau de la pénurie.

Comment se comportèrent les intellectuels dans les camps de la mort ? Serviteur privilégié de la bourgeoisie, l'intellectuel se retrouva brutalement du côté des esclaves. Souvent moins résistant physiquement, peu familiarisé au maniement des outils, respectueux de l'autorité, affecté par la promiscuité, il n'avait guère de capacité de résistance. *"Seuls les croyants en un credo quelconque ont mieux résisté à la séduction du pouvoir. Ils possédaient une clé et un point d'appui"*, dit Primo Levi.

Pourquoi les déportés de n'évadèrent-ils pas ? Parce que c'était très difficile et que, pour Primo Levi, le besoin de liberté vient après d'autres, bien plus urgents, tels que résister au froid, à la faim, aux maladies, aux agressions. Mis à part les prisonniers américains ou anglais, ils savaient tous que, s'ils étaient repris, ils ne seraient pas traités selon les conventions internationales, et même qu'à leur retour, dans l'URSS de Staline, par exemple, ils seraient considérés comme traîtres. De plus, ils étaient trop affaiblis, sans contacts, à l'intérieur et à l'extérieur.

Et pourtant il y eut des révoltes, à Treblinka, à Sobibor, à Birkenau. Cependant elles n'avaient pas pour but l'évasion collective, mais la destruction des installations de mort et la révélation aux Alliés du "terrifiant secret". C'est ainsi que, en octobre 1944, le Sonderkommando d'Auschwitz fit sauter le crématoire n° 3 : trois SS furent tués et douze blessés ; les 450 prisonniers furent immédiatement exécutés, dont un brûlé vif.

Dans la dernière partie de son livre, Primo Levi s'interroge sur la responsabilité du peuple allemand. Il se défend d'être anti-allemand et se dit étranger à toute vengeance. Pourtant il n'arrive à voir en eux *"qu'une masse "d'invalides" autour d'un noyau d'hommes cruels"*, à quelques exceptions près. Pire, il pense que *"ceux qui avaient voté pour (Hitler) avaient bel et bien voté pour ses idées"* et que *"la faute véritable, collective, générale, de presque tous les Allemands de cette époque a été de n'avoir pas eu ce courage de parler"*.

Primo Levi, malgré tout son humanisme, ne sort pas de cette optique politique, celle d'un libéral italien, qui croit malgré tout aux vertus de l'éducation, du souvenir, de la mémoire, tout en étant trop lucide pour croire vraiment que cela suffise pour éviter le retour de la barbarie.

Gil LANNOU

Les naufragés et les rescapés - Quarante ans après Auschwitz, de Primo Levi. Coll. Arcades. Ed. Gallimard - 58 F.

Réédition en collection de poche

■ Lilith

C'est un recueil de nouvelles très diverses, dont certaines sont fort drôles, même si les premières (dont *Lilith*) ont pour thème le camp de concentration où Primo Levi fut interné en tant que Juif et partisan.

Dans ces nouvelles, Primo Levi s'attache à décrire des hommes qui conservent encore quelques réflexes humains, même dans les pires situations. Telle celle du Kapo «triangle vert», c'est-à-dire «droit commun», qui ne se comporte pas en truand alors que tout l'y pousserait, ou le musicien qui a découvert un violon et, grâce à son instrument, oublie et fait oublier un temps, à ses compagnons, l'univers concentrationnaire. Car, pour Primo Levi, les hommes ont des capacités insoupçonnées de sensibilité et même d'humour, et il est convaincant.

Par ailleurs, dans un autre récit, *Les sorciers,* histoire de deux ethnologues au Brésil, il met en garde : *«L'humanité n'est pas destinée à progresser partout et toujours»*. Il y a en effet des raisons de le craindre !

Lilith *de Primo Levi – Livre de Poche Biblio.*

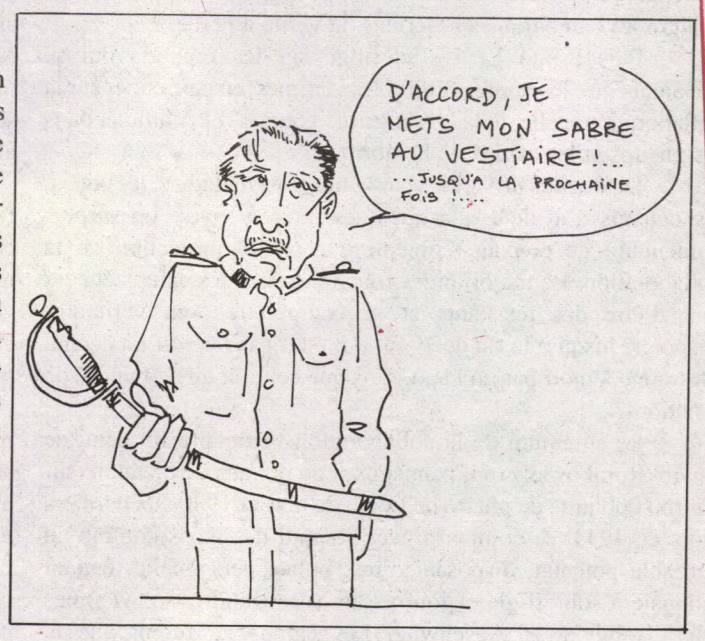
C.B.

CHILI

LES CIVILS REVIENNENT À L'AVANT-SCÈNE MAIS PINOCHET RESTE DANS LES COULISSES

Après 16 ans de dictature, Pinochet vient donc de laisser la place à la tête de l'Etat chilien au candidat civil de la Démocratie Chrétienne qui l'a emporté lors des élections présidentielles de décembre dernier. Malgré quelques jets de tomates et de pierres lancés par des manifestants, Pinochet opère donc une sortie en douceur qu'il prépare d'ailleurs depuis des années. Ce dictateur – venu au pouvoir en 1973, à la suite d'un coup d'Etat sanglant, qui tout au long de son règne a imposé la baisse de leur niveau de vie aux classes pauvres par la violence ouverte, la répression systématique des mouvements de rue et la chasse aux opposants – garde néanmoins une place de choix dans le nouveau régime, puisqu'il peut rester commandant en chef de l'armée de terre. Et la place que les dirigeants civils – démocrates chrétiens, socialistes ou autres – réservent ainsi à Pinochet au ministère de la Défense est tout un symbole de leur volonté de blanchir l'armée, ce pilier du pouvoir de la bourgeoisie.

Patricio Aylwin ne cherchera même pas à donner le change, comme l'avait fait Alfonsin en Argentine, en s'en prenant à quelques boucs émissaires pour faire croire à la population que le nouveau régime saurait punir les responsables des tortures et des assassinats perpétrés par les militaires. Le nouveau président s'engage au contraire à respecter scrupuleusement les conditions mêmes que Pinochet avait mises à la réalisation de cette «transition» dont il avait prévu et fait respecter le calendrier.



Depuis sa victoire électorale en décembre dernier, Patricio Aylwin multiplie les appels à la réconciliation nationale et les tractations avec les militaires. Le lundi 12 mars, lors de son discours à la nation, devant le stade national de Santiago où avaient été parqués, torturés et exécutés tant de civils, tant de militants lors du coup d'Etat de Pinochet, il a bien évoqué les victimes de la dictature en promettant *«jamais plus de crimes contre les droits de l'homme au Chili»*, mais ce fut pour réaffirmer aussitôt sa volonté de voir se réconcilier les civils et les militaires.

Patricio Aylwin a d'ailleurs un long passé dans ce rôle d'entremetteur puisqu'il fut l'un des dirigeants de la Démocratie Chrétienne ouvertement favorable en 1973 à l'instauration d'un régime militaire. Il passa ultérieurement dans l'opposition, mais il faisait partie de ceux qui, au sein de la Démocratie Chrétienne, voulaient prévenir toute mobilisation sociale. Il condamnait les «protestas», ces journées de protestations qui se terminaient par des affrontements avec le pouvoir. Le retour à un régime parlementaire devait selon lui se faire pacifiquement, c'est-à-dire au rythme accepté par... Pinochet ! Et si cet homme de droite est peu à peu devenu l'homme de l'alliance avec la gauche, le porte-parole de l'opposition unifiée, ce n'est nullement le résultat d'une quelconque évolution à gauche de ses positions.

Au Chili, Pinochet a quitté le devant de la scène et c'est tant mieux. Le retour aux pratiques du parlementarisme s'accompagnera sans doute d'une période de plus grande liberté où il sera peut-être plus facile aux classes populaires de s'organiser, de s'exprimer et de défendre leurs intérêts. Mais il leur faudra ne faire aucune confiance à tous les politiciens qui leur conseilleront la résignation, au nom de la défense de la démocratie retrouvée. Mais la marge que leur laissera le nouveau régime a bien des chances d'être extrêmement étroite. Les manifestants, qui, le jour de la passation des pouvoirs, étaient venus manifester devant le Palais de la Moneda leur joie de voir Pinochet quitter le pouvoir et défiaient les carabiniers, en ont fait l'expérience. Les tirs de gaz lacrymogènes et les jets de canon à eau étaient là pour leur montrer que le changement de régime n'avait décidément pas transformé les forces de l'ordre. Et si certains prisonniers politiques doivent être libérés, ceux qui sont accusés d'actes de violence sous la dictature en sont à attendre encore des engagements sur ce point.

PETITS GABARITS, S'ABSTENIR

Jusqu'à présent la police française se protégeait de toute intrusion massive de la gente féminine dans ses rangs en limitant à 10% la proportion de postes attribués aux femmes.

Or voilà que ce type de quota sexiste vient d'être déclaré illégal par la Cour européenne de justice !

Qu'importe aux autorités françaises : elles ont calculé qu'en fixant à 1 m 66 au lieu de 1 m 65 la taille minimum requise pour ces dames, on éliminerait 70% des gêneuses. Un brin de sévérité en plus dans la notation des épreuves sportives écarterait celles qui seraient encore de trop. Ce n'est tout de même pas une loi qui peut arrêter les flics !

8 MARS MANIFESTATION DES FEMMES À ALGER

A Alger, le 8 mars, journée internationale des femmes, plusieurs milliers de femmes (5 à 6 000, selon les envoyés de *Libération)* ont manifesté dans la rue à l'appel des associations féministes, de quelques partis politiques – Front des Forces Socialistes (FFS), Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD) et PAGS (Parti Communiste) – et des Ligues des droits de l'homme. La télévision algérienne n'était pas là...

Les manifestantes réclamaient une fois de plus l'abrogation du réactionnaire Code de la famille, criaient : *«A bas l'obscurantisme !»*, ou chantaient *«Nous sommes les oubliées de la démocratie»*.

La présence, sur les trottoirs, d'une (maigre tout de même) contre-manifestation d'intégristes musulmans rappelait que, pour les femmes algériennes, la journée du 8 mars ne représente certes pas simplement l'occasion de discours insipides. Elles luttent pour leur liberté.

C. LG

L'HOMME EST-IL L'AVENIR DE LA FEMME ?

L'Irak a aboli tout châtiment pour les hommes qui tueraient des femmes «adultères» membres de leur famille (mère, filles, sœurs, tantes, nièces, cousines...).

Selon le journal irakien qui annonce ce décret pris par le «Conseil du commandement révolutionnaire irakien», le but serait *«d'améliorer le sens moral de la population»*.

Sans commentaire.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995